

# 6 mois de lutte dans et autour des camps d'étrangers

---

novembre 2009 - avril 2010



Ceci est un recueil d'articles, de tracts et de communiqués de presse parus ces 6 derniers mois autour des luttes à l'intérieur et à l'extérieur des camps d'enfermement des étrangers en Europe et ailleurs.

## **Sources :**

---

listes de diffusion zpajol, migreurop, terra

sites internet indymedia, quotidien des sans papiers, cgt espagnole, etc.

## **Glossaire des noms des camps d'étrangers :**

---

Espagne :

CIE - Centro D'internamiento De Los Estrangeros

Italie :

CIE - Centri d'Identificazione ed Espulsione

CARA - Centri di Accoglienza per Richiedenti Asilo (équivalent des centres d'accueil pour demandeurs d'asile)

CPT - Centri di Permanenza Temporanea

## ESPAGNE – APPEL A MANIFESTATION POUR LA FERMETURE DU CIE D'ALGECIRAS

*7 novembre 2009*

[http://www.cgtandalucia.org/spip.php?article1962&debut\\_articles\\_rubrique=30](http://www.cgtandalucia.org/spip.php?article1962&debut_articles_rubrique=30)

En nuestra lujosa y bienhallada democracia, aún se practica el insano arte del campo de concentración. No podremos llamar de otra manera a los denominados CIE o Centros de Internamiento para Extranjeros, donde seres humanos son hacinados y desposeídos de los más elementales derechos, discriminados sólo por la ridícula circunstancia de carecer de un documento debidamente rubricado por la autoridad competente, que como viene siendo costumbre desde hace ya demasiados siglos, soluciona los problemas con el ya habitual “palo y tentetieso”, esta vez expresado en la forma de la reclusión forzosa y cada vez más prolongada en el tiempo.

Creo que como anarcosindicalistas, como trabajadores y trabajadoras conscientes y solidarios, debemos acudir a la concentración que el próximo sábado, día 7 de noviembre (o sea, que mañana mismo) tendrá lugar en la puerta de lo que antes era la cárcel de la Piñera. Nos convocan nuestros coleguitas de Algeciras Acoge y la Asociación Pro Derechos Humanos del Campo de Gibraltar, que tan buen trabajo hacen para con estos temas.

Si “tienes sangre en las venas”, que decimos en la tierra de aquí, la nuestra, ven a protestar en el nombre de los que son de otras tierras de más allá, la suya, porque su voz está detrás de unas rejas, en lo oscuro de una celda, y no la oye nadie; si tienes un rato para “hacer bulto” mañana, a las doce, en la puerta de la antigua cárcel de la Piñera, donde no tan en el pasado se encarceló y se acalló la voz de nuestros abuelos, de nuestros padres, ven y participa en el acto de protesta contra esta forma de injusticia tan descarada e inhumana.

A los que acudáis mañana, allí nos vemos; a los que no podáis, sabed que este gran atropello de los derechos humanos existe y que, por supuesto, también existe la lucha contra todo ello.

## ITALIE - En Italie, après le passage à 6 mois de rétention, toujours des luttes et de la répression

*17 novembre 2009*

En Italie, depuis le 8 août, entrée en vigueur du "paquet sécurité" qui entre autre, a allongé la durée de rétention de 2 à 6 mois, les prisonniers des centres de rétention ne cessent de se révolter. Grèves de la faim, automutilation, refus de rentrer en cellules, destructions, occupation des toits, organisation d'évasions, incendies, émeutes, la résistance prend diverses formes.

Plusieurs centres de rétention ont subi d'importants dégâts lors de certains mouvements de protestation, réduisant ainsi la capacité d'enfermement des étrangers sans-papiers en Italie et gênant la mise en oeuvre de la politique d'expulsion.

Dès le 14 août, le centre de rétention de la via Corelli à Milan, était en partie détruit suite à une émeute. 14 personnes étaient alors inculpées, emprisonnées et, au terme d'un procès qui a suscité une mobilisation aux 4 coins de l'Italie et même au-delà, condamnées à des peines allant jusqu'à 9 mois de prison. Ce week end, une nouvelle révolte a eu lieu, et parce qu'il faut bien pour l'Etat, la police et la justice, punir et faire des exemples, 4 personnes ont été prises au hasard, inculpées et emprisonnées en attendant leur procès qui doit débute le 17 novembre.

Parions que, encore une fois, comme depuis plus de 3 mois maintenant, ça n'empêchera pas les autres retenus que ce soit à Milan ou ailleurs, de continuer à se révolter et aux solidarités de s'amplifier.

Samedi 7 novembre, Milan

Vers 23h, au centre d'identification et d'expulsion de la via corelli, la police a éteint la lumière et a ordonné aux retenus de rentrer dans les cages, anticipant ainsi sur les horaires habituels et limitant un peu plus la vie sociale des prisonniers. Les retenus ont refusé et la police a fait irruption en frappant avec les matraques et faisant allonger certains prisonniers par terre. Les retenus ont refusé en protestant énergiquement et dans la zone C des matelas ont été brûlés. La police a alors coupé le courant et est entrée dans les cellules, profitant de l'obscurité pour frapper davantage encore. Ensuite, une fois la situation calmée et les ambulances arrivées, ils ont pénétré dans la zone B où rien ne s'était produit et ont pris 4 jeunes retenus. Avant de les amener, la police les a obligés à se mettre à genoux et à marcher à 4 pattes.

Dimanche 8 novembre

Dans la soirée, un groupe de sympathisants est allé sous les murs du centre de la via Corelli, a commencé à faire du bruit en tapant sur les glissières de sécurité de la route joutant le centre, puis ils ont illuminé le ciel avec des torches et des feux d'artifice. De l'intérieur les détenus ont répondu, tapé sur les barreaux, hurlé le slogan "Liberta ! Liberta!"

Lundi 9 novembre

La Cour a confirmé l'incarcération des garçons arrêtés samedi soir lors de la révolte. L'un d'eux, 24 ans, a dans sa poche un billet de retour vers l'Algérie acheté avec son argent. Le départ était prévu pour mardi. Il ne partira pas, il est maintenant emprisonné à la prison de San Vittore, inculpé de résistance et violences ayant entraîné des dommages.

Mardi 10 novembre

De nouveau un groupe se réunit en solidarité sous le centre de la via Corelli et de nouveau les battements pour faire du bruit reprennent, ainsi que les pétards et les feux d'artifice.

De l'intérieur la réponse est forte, comme toujours. Au bout de 15 minutes la police en tenue anti-émeute sort et rejoint les militaires qui sont postés à l'entrée. Lorsqu'ils

commencent à avancer vers le rassemblement, les manifestants repartent lentement par la route tout en continuant à faire un maximum de bruit. Un peu plus tard, en passant sur la rocade qui surplombe le centre, une pluie de fusées s'abattra dans la cour du bâtiment.

Vendredi 13 novembre

A six heures du matin, 5 étudiants ont été arrêtés et accusés de vol qualifié de dommages, car ils sont soupçonnés d'avoir imprimé sans payer quelques centaines de tracts à la librairie universitaire CUSL et d'avoir avec ce butin magnifique bousculé 2 intrépides employés qui essayaient de les arrêter. L'un d'eux est incarcéré à Saint-Victor, les autres sont mis en résidence surveillée. Leurs habitations ont été perquisitionnées, et pour certains même filmées. Si l'accusation se confirmait ils risquent de 4 à 10 ans de prison. Le soir même, près d'une centaine de personnes se rassemblent là où vivent 2 des personnes arrêtées.

On débat, confronte et s'informe sur les personnes interpellées, on parle de la disproportion de ce qui s'est passé, de la multiplication de ce genre de répression brutale. Puis on décide volontairement d'aller en cortège à la prison de S. Vittore, avec une banderole fraîchement peinte disant :: "Sid, Paulino, Celo, libres tout de suite ! Sbières infâmes». Le cortège traverse la Porta Genova, Via Papigno et rejoint ensuite les murs de la prison. Là, bombages, slogans, salutations et pétards la cour de la prison. Les prisonniers répondent en frappant les barreaux et par des cris de joie. Ensuite, le cortège retourne au point de départ et dévie finalement le trajet vers San Gotard. Là, quelques poubelles renversées et incendiées. On crie des slogans contre la police, contre les matons, contre les centres de rétention pour les immigrants et en solidarité avec toutes les personnes arrêtées. Une cloche de verre est déplacée et bloque la route.

Samedi 14 novembre

Un 2ème rassemblement sous la prison de San Vittore regroupe environ 200 personnes. Le rassemblement déjà prévu depuis plusieurs jours en solidarité avec les 4 retenus arrêtés la semaine passée via Corelli et dans le cadre de la journée européenne contre les centres de rétention, pour les immigrés, évoque aussi la solidarité envers les étudiants arrêtés. Sur place, musique, discours et salutations en plusieurs langues, à travers les murs de la prison. Egalement quelques pétards et fumigènes. Ensuite, le rassemblement envahit la chaussée et bloque la circulation jusqu'à 17h pour se transformer en cortège spontané qui bloque encore quelques carrefours, les flics aux talons, puis rejoint les maisons occupées de la rue ripa ticinese où attend un apéritif autofinancé par un groupe de femmes qui se battent contre les centres de rétention. Plus tard un cortège de voitures viendra saluer les habitations des étudiants placés en résidence surveillée et le tour se termine sous les murs du centres de rétention. Pour la 3ème fois cette semaine, un rassemblement bruyant mené en commun créera un pont entre dedans et dehors. Le même jour une grève de la faim de tous les retenus du centre de la via corelli a commencé.

Prochains Rendez-vous : Le mardi 17 novembre au tribunal de Milan pour les 4 inculpés de la révolte qui a eu lieu le samedi 7 novembre à Milan. Le jeudi 19 novembre au tribunal de Turin, procès des 3 inculpés de la révolte qui a eu lieu le 6 novembre au CIE de la via Brunelleschi à Turin. En fait, ils seront 2 devant le juge car l'un d'eux, Adel a été expulsé vendredi. Vendredi 20 novembre au tribunal de Turin, procès pour une tentative d'évasion ratée qui avait eu lieu en septembre. Adel faisait

également partie des inculpés.

Solidarité avec les retenus de la Via corelli, solidarité avec les inculpés des révoltes pour la liberté ! Fermeture des centres de rétention.

### **Liberté de circulation et d'installation.**

## **ALLEMAGNE/POLOGNE - tentative manifestation transfrontière des réfugiés tchéchènes contre leurs conditions de vie dans les centres de rétention**

*16 décembre 2010*

<http://www.rfi.fr/contenu/20091215-200-refugies-tchetchenes-arrete-frontiere-germano-polonaise>

En Pologne, un train transportant près de 200 réfugiés, essentiellement Tchétchènes, a été arrêté à la frontière germano-polonaise. Ils voulaient se rendre à Strasbourg pour manifester contre leurs conditions de vie dans les centres de rétention pour immigrés. Les forces de police ont mis plusieurs heures à évacuer les familles entières qui refusaient de descendre du train.

Ils étaient près de 200 : hommes, femmes et enfants. Essentiellement des Tchétchènes. Collés aux vitres de leur wagon, ils avaient déplié des banderoles pour appeler à l'aide et dénoncer leurs conditions de vie. Tous ces réfugiés vivaient en Pologne depuis quelques mois. Partis sans billet de Wroclaw, à 150 kilomètres de l'Allemagne, ils voulaient se rendre à Dresde pour y retrouver d'autres réfugiés. Puis rejoindre Strasbourg. A une centaine de kilomètres de l'Allemagne, ils sont dénoncés par les contrôleurs. Ceux-ci font arrêter une première fois le train avant de le faire immobiliser définitivement à la frontière, dans la localité de Zgorzelec, ce mardi 15 décembre à midi. Sommés de descendre par les gardes frontières polonais et allemands, les réfugiés refusent et brandissent leurs messages. Parfois en trois lettres : SOS. Le train est alors encerclé par les forces de police et la brigade antiterroriste. Après plusieurs heures de négociations avec les médiateurs, la totalité des réfugiés est évacuée dans le calme vers des bus qui les emmèneront vers les centres d'accueil les plus proches. Dans les prochains jours, ils devraient chacun regagner leurs foyers sociaux, où vivent déjà près de 6000 de leurs compatriotes.

## **ESPAGNE - Manifestation contre le CEI de « Zapadores »**

*19 décembre 2010*

Primeramente desde REDI nuestra más sincera felicitación y agradecimiento a todas las personas asistentes a la manifestación. A los colectivos y organizaciones convocantes o que dieron su apoyo, porque sin el compromiso y trabajo de tod@s el

éxito de ésta 2ª Marcha al CIE no hubiera sido posible.

Las personas y organizaciones que conformamos REDI-Valencia valoramos muy positivamente la gran asistencia, buen desarrollo y dignidad de la Marcha del pasado Sábado en Russafa, para exigir el cierre de los Centros de Internamiento de Extranjeros y contra la ley de Extranjería. Valoramos altamente la gran participación, motivación e implicación de la gente; la gran combatividad, la compenetración, el buen entendimiento y armonía entre l@s asistentes.

Más de 500 personas, “con papeles y sin papeles”, nativ@s y extranjero@s, mujeres y hombres, formamos un bloque unido recorriendo el centro de Russafa ganando las simpatías y solidaridad de viandantes, comerciantes y vecinos del barrio. Se fueron sumando muchas personas anónimas desde las aceras y cruces de calles, en un barrio con un altísimo porcentaje de población inmigrante. Denunciando la represión policial y de Estado contra las personas migrantes, el acoso policial, el control e identificación indiscriminada, las detenciones y expulsiones forzosas, la explotación laboral, el racismo institucional y social. De forma atronadora exigimos el cierre de todos los CIE, gritamos fuertemente que “ningún ser humano es ilegal” y también que “la ley de extranjería nos convierte en mercancía”. Por último en la puerta del CIE gritamos y denunciemos que “Aquí no existen los derechos humanos” ó “Libertad para nuestros hermanos y hermanas”, etc.

Comenzamos a las cinco con una asamblea informativa, sobre las repercusiones de la ley de extranjería, en la misma plaza desde donde a las seis comenzaba la marcha. Fue una protesta con un inicio un poco frío que inmediatamente se calentó al son de Kultrun Batukada y La Murga Lunátika. Asistieron muchas personas convocadas por las organizaciones de solidaridad con la inmigración, colectivos, organizaciones y personas del entorno de la izquierda alternativa, antiglobalización, ecologista, anticapitalista, antirepresión, contra la pobreza, solidarios con los Países del Sur, algunos sindicalistas, estudiantes, etc. Fue muy importante la gran asistencia de jóvenes por libre o como militantes de los colectivos convocantes. Pero fue decisivo para el éxito de la manifestación la adhesión de las organizaciones de los propios migrantes. En definitiva una manifestación muy diversa y combativa.

Al finalizar la Marcha en la puerta del CIE, cuando todo discurría con normalidad en un ambiente festivo y reivindicativo, sorpresivamente un grupo de policías se lanzó a retener a un manifestante que realizaba una pintada en la pared del CIE. Le solicitan la documentación (manifestante de origen argentino que no posee permiso de residencia) y es arrestado y conducido hacia el furgón. La reacción lógica del resto de manifestantes fue acudir en su auxilio. En ese momento se produjo un nuevo forcejeo con carga policial, siendo golpeadas numerosas personas indiscriminadamente y detenido otro nuevo manifestante de origen venezolano, al que la policía golpeó, pateó y arrastró por el suelo más de 30 metros.

Denunciamos esta actuación policial como temeraria y negligente. Denunciamos que los detenidos, inmigrantes “sin papeles”, recibieron malos tratos, vejaciones e insultos racistas en su detención, en el traslado a comisaría y en los calabozos. Recordar que todos los años diversas organizaciones internacionales de DD. HH. denuncian que en las comisarías españolas, los malos tratos a los inmigrantes se producen con demasiada frecuencia. Desde REDI-Valencia exigimos que estas prácticas no queden impunes y el archivo de la causa abierta contra los mencionados



manifestantes.

Por último, ante la continuidad y profundización de la recesión económica capitalista global y sus devastadoras consecuencias sociales, medioambientales, migratorias, etc. para la población mundial, es previsible un aumento de la conflictividad social y estallidos espontáneos de desesperación. Con esta situación, desde REDI-Valencia nos planteamos la urgente necesidad de superar la actual dispersión y fragmentación de luchas y movimientos, buscando espacios unitarios de confluencia social para organizar con garantías de éxito, el combate y la respuesta a las políticas neoliberales a nivel global. Trabajar en esta línea sería un gran avance para los movimientos. Un buen momento para ponerlo en práctica, sería de cara a las posibles movilizaciones del próximo semestre de presidencia europea.

REDI VALENCIA

## BELGIQUE - Mort suspecte dans un centre de rétention belge

*7 Janvier 2010*

Lundi 4 janvier, M. Yahya Tabbabi, 31 ans, demandeur d'asile politique de nationalité tunisienne, originaire de la ville de Redeyef du bassin minier de Gafsa, est décédé dans le centre de détention pour étrangers en situation irrégulière à Vottem, près de Liège, en Belgique.

Les circonstances de son décès restent obscures.

Alors que le directeur du centre fermé et la porte-parole de l'Office des Etrangers évoquent un problème de toxicomanie, la famille de M. Tabbabi, que nous avons contactée, plusieurs autres retenus au centre de Vottem et les associations locales de défense des droits de l'Homme évoquent un problème de maladie non soignée.

Rappelons que M. Tabbabi, était parmi les sans papiers Nantais, originaires de Redeyef, qui occupaient un immeuble du quartier « Sillon de Bretagne » à Saint Heberlain dans la Banlieue de Nantes, que Ce groupe avait été expulsé par la police le 15 décembre 2009 et leurs affaires jetées à la déchetterie.

Suite à cette expulsion M. Tabbabi a choisi de partir en Belgique où il a été interpellé le 31 Décembre 2009 avant de décéder trois jour après au centre de rétention de Vottem.

La Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives (FTCR) :

- présente ses sincères condoléances à la famille de M. Tabbabi, à ses proches et à ses amis et les assure de son soutien dans ces moments difficiles.
- Affirme son soutien aux détenus au centre de rétention de Vottem qui ont entamé une grève de la faim.
- demande la libération et la régularisation de tous les détenus.
- demande que toute la vérité soit faite concernant la mort de M. Tabbabi.

- condamne les politiques européennes en matière d'immigration qui nient les fondements de la liberté et des droits démocratiques en permettant d'emprisonner les étrangers sans jugement.
- dénonce la collaboration des pays du sud avec les autorités des pays européens, notamment de la Tunisie, dont les services consulaires collaborent « admirablement » avec les administrations françaises et européennes sans prendre en compte les intérêts des ressortissants tunisiens qu'ils seraient pourtant sensés défendre.
- exige l'arrêt des expulsions et la fermeture des centres de rétention en France, en Europe et au Maghreb.

## ITALIE – Sit-in devant le CIE de Crotona en solidarité avec les migrants de Rosarno

*11 janvier 2010*

Demain 12 janvier se tiendra à 14h00 un sit-in devant le CIE de Crotona, où ont été enfermés des migrants de Rosarno en vue, probablement, de leur expulsion (comme annoncé dimanche par le Ministre de l'Intérieur) D' autres migrants de Rosarno se trouvent au CARA (camp d'"accueil") de Crotona et Bari ainsi que au CIE de Bari <http://calabria.indymedia.org/article/4249>

## FRANCE – Campagne pour la fermeture inconditionnelle des CRA

*11 Janvier 2010*

Manifestation nocturne et bruyante : Apportez bâtons et baguettes pour percussions urbaines, instruments, casseroles, masques blancs et colorés, bref tout le matos pour te faire entendre. « Descendons dans la rue avant qu'tout soit perdu » !

Le 19 janvier 2009, le centre de rétention administrative (CRA), situé dans les sous-sols du commissariat de Mériadeck a brûlé. Plusieurs personnes sont accusées d'avoir provoqué l'incendie, et maintenues en détention préventive depuis bientôt 1 an, à la maison d'arrêt de Gradignan. Suite à l'incendie, le CRA a été fermé. Un projet de construction d'un nouveau CRA est en cours pour l'année 2010. Voir Blog [www.anticrabs.blogspot.com](http://www.anticrabs.blogspot.com)

Symboliquement, la campagne pour la fermeture des CRA, se terminera le 19 janvier 2010 par une seconde manifestation elle aussi nocturne.

Pourquoi la fermeture inconditionnelle des CRA ?

Parce que nous estimons que les centres de rétention sont l'aboutissement d'une

politique d'exploitation :

- \* Pillage des ressources des pays d'origine et maintien de leurs états dans la dictature et la corruption, poussant à l'exil ;

- \* Fermeture des frontières, durcissement de la réglementation de l'entrée et du séjour en France et en Europe plaçant les migrant.es dans la clandestinité ;

- \* Renforcement du nationalisme (« Intégration et Identité nationale »), politique d'immigration choisie et politique des quotas d'expulsion, contribuant à la stigmatisation des étranger.es. Pour la mise en œuvre de ces politiques racistes, l'État renforce l'arsenal policier, généralise les contrôles au faciès, multiplie les rafles (comme récemment à Calais), incite les institutions publiques à la délation (pôle emploi, la Poste, organismes sociaux, écoles etc) et condamne la solidarité.

- \* Soumission des sans-papiers, esclaves modernes, à des conditions de travail indignes, sans protection sociale ni juridique, qui participe d'une stratégie de mise en concurrence entre "catégories" sociales de travailleurs permettant la destruction des solidarités.

Qu'est ce qu'un CRA ?

C'est un lieu d'enfermement où l'administration maintient les étrangers qu'elle souhaite expulser. Ces individu.e.s sont retenu.e.s (et non détenu.es), au sens où ils.elles sont placé.es en centre de rétention par une décision administrative et non judiciaire. Si les retenu.es ne sont pas officiellement en prison, ils.elles sont dans les faits privé.es de liberté. En France, la durée de rétention est actuellement de 32 jours maximum (une directive européenne, prévoyant une durée maximum d'un an et demi, a été adoptée et pourrait être appliquée). Il existe au moins 25 CRA en France, sans compter ceux en construction et les nombreux Locaux de Rétention Administrative (LRA), qui peuvent être créés et supprimés selon le bon vouloir des préfetures. En 2007, plus de 35.000 personnes ont ainsi été retenues.

Des luttes en France et ailleurs : en Belgique, en Grande Bretagne, aux Pays-Bas, en Turquie, en Bulgarie, à Malte, aux Comores, en Grèce, en Espagne, en Italie...

- \* à l'intérieur des CRA : révoltes, incendies, grèves de la faim, refus de se soumettre aux expulsions, refus d'embarquer dans l'avion, mutilations, tentatives de suicides et suicides...

- \* à l'extérieur : manifestations, sensibilisation, recueil et diffusion de témoignages, organisation de collectifs de sans-papiers et/ou de collectifs de soutien...

Nous, individu.es, collectifs, organisations, associations, appelons à une mobilisation pour la fermeture de TOUS les centres de rétention parce que l'enfermement est inacceptable, quelles qu'en soient les conditions.

Nous exigeons également :

- \* l'ouverture des frontières pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous parce que chacun.e a le droit de décider où vivre ;

- \* l'égalité des droits pour toutes et tous quelle que soit sa nationalité, avec ou sans papier.

Organisations impliquées dans la mobilisation :

Collectif pour la Régularisation de tous les Sans-Papiers (CNT-STE33, CNT Santé Social, Groupe Anarchiste Bordelais, Sud-Education), Alternative Libertaire, des individu.es...)

## ITALIE – Révolte au centre de rétention de la Via Corelli (Milan) et suicide en prison

17 Janvier 2010

Cet été suite à l'allongement de la durée de rétention qui en Italie est passée de 2 à 6 mois, les prisonniers des centres d'identification et d'expulsion (centres de rétention italiens) se sont révoltés : de gradisca, à Milan en passant par Rome ou Turin, les grèves de la faim, les tentatives d'évasions collectives et les émeutes se sont multipliées... ainsi que la répression contre les retenus en lutte. Ainsi suite, à une émeute qui a eu lieu au centre de rétention de la via Corelli à Milan le 13 août dernier, 14 personnes sans-papiers, 5 femmes et 9 hommes, ont été emprisonnés et condamnés à des peines de prison.

Mohammed El Abbouby, un de ces 14 sans-papiers condamnés pour la révolte, est mort dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 janvier dans sa cellule de la prison de San Vittore à Milan. Il avait beaucoup témoigné contre l'inspecteur chef Vittorio Adesso, celui qui a commis des agressions sexuelles contre Joy, une autre retenue de la via Corelli emprisonnée suite à l'émeute. Il avait aussi avec ses camarades dénoncé l'existence des centres de rétention lors de son procès.

L'administration pénitentiaire parle d'un suicide au gaz (en Italie les prisonniers ont droit à des petites bonbonnes de gaz pour la bouffe) ou d'un incident avec la bouteille de gaz.

Mohammed avait 25 ans. Il devait sortir le mois prochain. Sortir... c'est à dire quitter la prison pour retourner au centre d'identification et d'expulsion puisque pour un sans-papier sortir de prison ça signifie cela.

Voilà la lettre que fin décembre il venait d'envoyer à ses camarades du comité de solidarité de Milan :

«Très chers,

Aujourd'hui même j'ai reçu la lettre et la feuille du journal, ça m'a fait très plaisir, comme ça au moins je réussis à être au courant de ce qu'il se passe. Je vous remercie d'avoir rendu public mon cas. Même si je me sens physiquement déprimé je vais bien. Comme vous je lutterai pour la juste cause jusqu'à mon dernier souffle contre les exploiters de nous les prolétaires. Un jour ou l'autre la vérité éclatera. Nous ne pouvons que vaincre sachant que le prix à payer sera salé. Mais cela en vaut le sacrifice.

Que dire de tout ce gouvernement raciste sans idée pour la jeunesse qui en toute logique est le futur de chaque nation. Sans jeunes travailleurs on ne peut pas

encaisser des impôts et sans impôts adieu les retraites.

De toute façon dans ma prochaine lettre je serai beaucoup plus explicite et détaillé à propos de mon passé et de ma personne.

Bonne fêtes à tous les amis et meilleurs voeux. »

Hier soir (samedi 16 janvier) un rassemblement spontané d'une centaine de personnes s'est tenu sous les murs de San Vittore et le mardi 19 janvier les camarades qui luttent contre les centres de rétention iront nombreux au procès de 4 autres sans-papiers incarcérés suite à une révolte qui a eu lieu toujours au Centre d'identification et d'Expulsion de la via Corelli le 7 novembre dernier (voir <http://www.autistici.org/macerie/?p=22043>)

Lien en italien sur cette histoire : <http://www.autistici.org/macerie/?p=24163>

Lettre de Kalem Fatah, camarade de Mohamed, mort il y a 1 semaine à la prison de San Vittore :

« Milan, le 15/01/10

Salut chers amis et amies,

Je vous écrit cette vilaine et triste lettre pour vous mettre au courant qu'aujourd'hui un des notres (/Elabbouby Mohamed)/ nous a quitté, il s'est suicidé avec le gaz après avoir su qu'il serait retourné finir au centre de rétention tout de suite après sa levée d'écrou, et cela l'a poussé à en finir.

Il aurait du finir sa détention le 12 février 2010. Cela nous perturbe beaucoup nous qui avons le même problème que lui et pour dire la vérité nous pensons tous comme lui. Nous espérons que nos vies serviront à changer les choses avec ce gouvernement faciste.

Une accolade à vous tous de la part de vos amis les rebelles de la via Corelli.  
ps : je voudrais vous signaler que lui est de nationalité marocaine et non algérienne comme il a été dit et je voudrais s'il vous plait que vous avisiez le consulat marocain de ce qu'il s'est passé.

Merci »

## ITALIE - La violence contre les femmes dans les CIE

8 février 2010

### LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES DANS LES CENTRES D'IDENTIFICATION et EXPULSION. UN FAIT "PRIVÉ"

La tragique histoire de Joy et Hellen. Il y a cinq femmes. Elles s'appellent Joy, Hellen, Florence, Debby et Priscilla. Elles ont participé cette été à la revolte qui c'est déclanché dans le CIE de Via Corelli, à Milano. Joy et Hellen dénoncent puis un tentative de viol de la parte du Vice Préfet, Vittorio Adesso. On attend leur mise en liberté le 12 février prochain de la prison de Como. La peur (assez fondé) c'est

qu'une fois sorties de la elle seront enfermées à nouveau dans un autre CIE. Entretemps Joy décide de changer l'avvocato qui la defendait dans la cause contre la violence et dans l'accusation d'avoir alimenté la révolte. Qu'est que peut avoir pussé Joy à choisir au lieu d'un avocat qui connait son dossier quelqu'un qui ne le connait pas et qui donc aura plus du mal à la défendre??? Une réflexion sur les femmes victimes de violences phisiques et psychologique dans les camp de détention.....

Un panneau été apparu récemment devant les grilles de certains CIE " Dans les centres d'identifications et expulsions on viole"

Pour plus d'info:<http://noinonsiamocomplici.noblogs.org/>

[http://www.globalproject.info/it/in\\_movimento/La-violenza-contro-le-donne-nei-Cie-Un-fatto-privato/3823](http://www.globalproject.info/it/in_movimento/La-violenza-contro-le-donne-nei-Cie-Un-fatto-privato/3823)

La violenza contro le donne nei Cie. Un fatto "privato" La drammatica vicenda di Joy e Hellen di Cristina Morini 8 / 2 / 2010 Ci sono cinque donne. Si chiamano Joy, Hellen, Florence, Debby e Priscilla. Hanno partecipato, quest'estate, alla rivolta scoppiata nel Cie di via Corelli a Milano. Joy ed Hellen denunciano poi un tentativo di stupro da parte del vicequestore, Vittorio Adesso. Si sta aspettando la loro scarcerazione dalla casa circondariale di Como, il 12 febbraio prossimo. Il timore (assai fondato) è che, uscite di lì, possano finire, di nuovo, in un altro Cie. L'appuntamento, per tante, è dunque fissato, il 12, davanti al carcere di Como, per aspettarle. Improvvisamente, arriva la notizia che Joy ha ricusato l'avvocato che la seguiva sin dall'inizio nel processo d'appello per la rivolta di Milano e nella denuncia per tentata violenza sessuale. Joy ha ritenuto di affidarsi all'avvocato d'ufficio. L'avvocato d'ufficio è un personaggio che, di solito, nei film, si alza in piedi e dichiara: "Mi appello alla clemenza della corte". Sarà impazzita, Joy, o qualcosa – qualcuno – l'ha indotta – convinta – a fare tale scelta? E perché?

Questa storia brutta è utilissima per riflettere sul tema della violenza sulle donne migranti, nei Cie, in termini generali. Che cosa siano lager come i Cie, a che cosa porti l'introduzione di un abominio giuridico come il "reato di clandestinità" non c'è bisogno di spiegarlo a chi legge queste righe. Ma forse va riflettuta meglio la contraddizione palese di una società che non ha ancora risolto il nodo privato/pubblico. Questo Paese ci appare perfettamente femminilizzato. Nei giornali, sul lavoro, in politica la differenza femminile sembra rappresentare la cifra costituente di ogni recesso del reale: eccole le donne, finalmente fuori dal privato, protagoniste dello spazio pubblico. Si ritorna, però, al problema del privato e del pubblico quando vengono allo scoperto le scappatelle sessuali di un Premier imbarazzante (altri casi si aggiungeranno, uno più incredibile dell'altro). All'istante, si riassegnano i ruoli (lui il potente, lei la vittima, la poverella, la dannata) e con essi le lamentazioni, le indignazioni, la rabbia. Seguono serrate discettazioni che servono a dire che chi è pubblico deve fare ben attenzione al privato. Si ricorda l'insegnamento del femminismo.

Che cosa accade, però, quando i corpi sessuati (femminili) in questione sono quelli delle immigrate straniere chiuse nei Cie? Non è difficile immaginare che essi potranno dover subire, nell'anomia e "informalità" consentita dal lager, molti soprusi e abusi, anche di carattere sessuale. Altro che "papi". Nel chiuso di un luogo che lo Stato si è dato per difendere soprattutto la "sicurezza" di altre donne (le "native", serie A), il tema non diventa pubblico, non crea particolare scandalo né suscita alcun appassionato dibattito. Fatica a uscire da uno spazio recintato (risbucca il "privato", nel

suo significato autentico e originario) che genera dominio e dipendenza, non assume la dignità politica di una battaglia imprescindibile per chi, tra le donne, nel femminismo, sta ben salda nel “pubblico” dei giornali e delle università.

Francamente, che libertà, che diritti, che futuro possono essere dati, davvero, per le donne, se si tace su questo circuito osceno, che altre donne (serie B) sono costrette a sopportare? Non è forse questa – e non altre – la vera essenza del dilemma privato/pubblico che andrebbe sviscerato (aggiornato), di questi tempi? Non è per questo che vale la pena di indignarsi, di sentirsi offese? Per maggiori informazioni <http://noinoniamocomplici.noblogs.org/>

## ESPAGNE – Fermeture immédiate du CIE de Capuchinos et non à la construction du CIE du Polígono Guadalhorce (Málaga).

11 février 2010

<http://estrecho.indymedia.org/m%C3%A1laga/noticia/cie-capuchinos-una-ruina-cierre-inmediato-y-no-construcci%C3%B3n-del-cie-del-pol%C3%ADgono-guad>

Una inspección realizada por sindicatos policiales confirma el estado lamentable del edificio y la vulneración de derechos de los internos. El CIE de Capuchinos es de los más denostados y denunciados por los movimientos sociales y asociaciones en defensa de los inmigrantes.

El Ayuntamiento de Málaga se encuentra en negociación con el Ministerio del Interior sobre la permuta de terrenos con la intención de construir un nuevo CIE en la zona de polígonos de la ciudad, cosa que reclaman los policías y que parecen haber aceptado los comerciantes de la zona a cambio de acuerdos concretos con el consistorio.

Un caso similar al de la mudanza de La Verneda a Zona Franca en Barcelona. En la denuncia efectuada por los sindicatos policiales se hacen públicas por primera vez en mucho tiempo una galería de fotografías del lamentable y ruinoso estado del CIE tal y como ha sido denunciado desde hace años por las propias organizaciones sociales.

No sería de extrañar que esta denuncia pública responda o bien a presiones salariales o bien a influir en la negociación que se está desarrollando por el valor de los terrenos del CIE, en la Plaza de Capuchinos y de la que el Ayuntamiento pretende sacar una buena tajada económica.

Aún así, es una muestra más de la insostenibilidad de esa institución mostruosa que es el CIE de Capuchinos, un reflejo del modelo de gestión de las migraciones del Partido Socialista y el ministro Rubalcaba por un lado y del Partido Popular y el alcalde Francisco de la Torre, siempre interesados ante todo en el negocio por sobre los derechos sociales.

¡Vergüenza! El cierre de Capuchinos es cuestión de tiempo, ahora los ejes del trabajo de las asociaciones son 3

1- Que se cierre cuanto antes:

2- Que no se construya ningún otro en la ciudad.

3- Que el edificio del actual CIE sea transformado en un centro social y cultural por los derechos humanos gestionado por las organizaciones sociales y ciudadanas de la ciudad.

El CIE de Capuchinos : peligro real para policías e internos. El Sindicato Unificado de Policía solicita a Interior la clausura de las instalaciones tras una rigurosa inspección.

## GRECE - condamnations après la révolte du centre de Venna et description du secteur femmes et enfants de Petrou Ralli

11 février 2010

1) Des sans-paps pakistanais, afghans et irakiens condamnés pour une révolte qui a eu lieu il y a peu dans le centre de rétention de Venna à Rodopi : 36 migrants from Iraq, Iran, Afghanistan and Pakistan were judged with 8 months of imprisoning with suspension and judicial deportation, while another 6 were judged with 4 months with suspension and judicial deportation because they revolted before some days in the "welcoming" migrants' center of Rodopi before some days. Their expel from Greece back to their countries will take place immediately. Une initiative est prévue en solidarité avec cette révolte ce soir :

<http://clandestinenglish.wordpress.com/2010/02/11/mobilisation-in-solidarity-with-the-venna-persecuted-against-all-immigrant-concentration-camps/>

2) Témoignage de l'enfer qui règne au centre de rétention pour femmes et enfants de Petrou Ralli à côté d'Athènes

Welcome to Hell

Translation from the blog of the Anarchist Initiative of Aigaleo (west Athens) on the situation in the women division of the Petrou Ralli prison for migrants – very close to downtown Athens. <http://anarxikoiaigaleo.squat.gr>

(Testimony from the hell of Petrou Ralli by comrades that were detained in the prison wing for migrant women on P. Ralli St. after the occupation of the Keratsini Town Hall in solidarity to the 22 persecuted in the "Resalto" social space on 5th December 2009).

The scene is the same as if it were a high security prison; the difference is that no one has committed any "crime" here. The cameras that are everywhere in the cells, apart from the toilets, are an example of how human dignity is violated in here. The detainees are under 24/7 surveillance, they can't get a moment of privacy and no personal data protection policy is in effect. Even the cell doors are made of iron bars, from top to bottom, and in order to create a somehow private space the detainees have hung bed sheets. "I cannot bear it that everyone walking up and down the corridor can see me", an immigrant woman told us. The wings made of cement have



electric doors of latest technology, windows (some without pane) that look out on... the rest of the cells and are at a height that you cannot reach in order to see what is happening outside. The cells are equipped with "post-modern" beds made of cement (square ones that remind of benches) with worn-out foam rubber on top, a "soft" blanket that resembles emery cloth (exclusively sponsored by the Greek army) and no pillow whatsoever.

Hygiene conditions are non-existent, which explicitly shows the intention to "decompose" the body and to eliminate any characteristic that reminds detainees that they are human. The medieval-style toilets – which often host cute insects such as cockroaches– are only four and superdirty. The idea in the Petrou Ralli St hell is that cleanness is a fallacy [trans: play on words on a popular Greek saying]... Soaps, shampoo, toothpaste, toilet paper and sanitary towels are considered "small bourgeois residues" and consequently are unnecessary. Instead of a mirror, they use a piece of plastic that reflects like tinfoil the faces of those who live there for up to 6 months (according to the new law) : distorted and partial reflections of persons that eventually forget who they are. All adds up in order to forget your very own existence.

Food is transported daily from GADA [trans: police headquarters] and of course it does not contain milk because there is fear that it will go bad during transportation. Everybody is given an instant coffee, a juice and a chocolate croissant. Even children are given the same (from 12-month babies to 10 year-old boys) ; age and personal needs do not matter. For lunch we were given bean soup, olives and one loaf of bread per cell to be shared by all the detainees, as well as oranges from Arta [trans: Greek city] at preference. The detainees serve themselves in plastic yoghurt-pots. There is no refectory or special room for food to be served, and they are obliged to place their bread on dirty, miserable blankets. Special needs are not taken into consideration, and diseases like diabetes, intestinal dysfunctions, cardiopathies etc do not receive any special alimentary treatment.

We heard the detainees complain that they and their children suffered from itching. Cases of dermatological problems, such as mycoses, scabies, allergies and other kinds of dermatitis are frequent ; they are mainly due to the sordid mattresses and the horrendous hygiene conditions in the cells and the toilets. They even face serious problems with their teeth, as they are not given enough bottled water and are forced to drink tap water from the toilets.

The women also talked to us about the aggressive behaviour of their underage children. And what is more reasonable for a child that grows up in prison than to develop an "antisocial" and aggressive behaviour. How can it not hate the world, as it is experiencing it from this hell? It has been marked for life by this experience and we better not dare to ask it in puberty why it's throwing stones.

Surely, in any case, the prisons on P.R. St. are an ideal environment for panic crises and psychosomatic conditions. The human being is a part of nature itself, and therefore it cannot survive in an environment made of cement.

Some prisoners have made artistic interventions to their cells in order to make them feel cosier. A Russian detainee has drawn huge cartoons on the walls. My soul is in pain... she misses her baby. She has transformed the cell into a child's room. Love graven in hearts, and around the beds graven lines that mark days and months that have gone by. Engraved poems, promises, memoirs, names. In other cells the detainees have made an iconostasis; they have hung pictures of Saints everywhere

in an effort to keep their hopes and dreams alive. Above their heads Angelina Jolie and Helen Menegaki [trans: Greek television star] next to shampoo labels, anything that can fill the empty walls. Communication with the outside world is difficult and only those who have the money to buy a phone card have the possibility to make calls. Even the communication between the detainees is difficult as many of them do not speak nor understand Greek. There are no interpreters whatsoever and communication takes place through eye contact and gestures in an effort to exchange information on daily survival. Of course, this means they are deprived of their right to claim their rights or to be informed on their detention status and the date of their release. Complete isolation and loneliness. Contact with the air, the rain and the sun is simply zero, as there is no yard to go out to. Detainees can only walk in the corridor (1 meter width and 20 meters length) that is outside the cells. They are deprived of a room where they could sit or do physical exercise; as a consequence they can only walk or lie down, in other words they carry around their pestered body. In this decorative background we saw small kids holding dolls, climbing up the iron bars and walking barefoot on filthy water and liquids of unknown origin. Their shoe laces had been taken away from them, thus they cannot even run. Some older children have understood what's going on and every spark of life in their eyes has disappeared. Who can explain to them how one day they were returning home after school with their mum and suddenly they found themselves behind prison walls?

## ITALIE – Les « révoltés » du CIE de la Via Corelli étaient libérables aujourd'hui

*12 Février 2010*

Rappelez vous, en aout dernier, alors que la durée de rétention passait de 2 à 6mois, les prisonniers et prisonnières de plusieurs centres de rétentions de Italie se révoltaient. Lors d'une de ces révoltes, celle du CIE (centre d'identification et d'expulsion) de la via Corelli à Milan, 14 hommes et femmes ont été arrêtés, mis en examen, jugés et condamnés à de la prison, malgré un fort mouvement de solidarité. Lors du procès, l'une des jeunes filles inculpées, Joy révélait les violences sexuels qu'elle subissait dans le centre de la part d'un policier, révélations corroborées par ses compagnes. Elle a été mise en examen pour diffamation...

Récemment, dans la nuit du 15 au 16 janvier, Mohamed, l'un des inculpés, était retrouvé mort dans sa cellule de la prison San Vittore à Milan, suicide au gaz a t'on dit. Un de ses compagnons a écrit qu'ils étaient tous désespérés d'apprendre qu'après la prison les attendaient de nouveau le centre de rétention...

Aujourd'hui, vendredi 12 février était donc prévue la sortie de prison de celles et ceux qu'on appelle "les rebelles de la via Corelli", notamment des filles, Joy, Helen, Debby, Pricilla et Florence qui, dans le CIE de Milan avant la révolte, avaient été victimes du prédateur sexuel qui sévit dans le centre, à savoir l'inspecteur de police Vittorio Adesso.

Il y avait des rendez-vous très tôt ce matin pour attendre les inculpé/es devant leurs différentes taules et pas mal de gens étaient là mais, concernant les filles en

tout cas, c'est dans la nuit qu'elles ont été transférées vers différents CIE à savoir ceux de Modena pour Joy, Turin pour Debby, Milano pour Priscilla. Il n'y a pas de nouvelles de Florence et Helen pour le moment.

Donc si elles ont quitté leurs prisons, c'est pour mieux en retrouver d'autres... et c'est apparemment pour cela que leur camarade Mohamed s'est suicidé le mois dernier dans sa cellule.

Comme ils disent là bas, la lutte pour leur libération et la fermeture des centres de rétention continue... En tout cas il y a un rassemblement actuellement sous les murs du CIE de Milan.

Solidarité partout où nous sommes contre les expulsions et les centres de rétention, pour la liberté de circulation de toutes et tous !

## ALLEMAGNE - La révolte des résidents du camp de demandeurs d'asile de la province de Wittenberg

*15 février 2010*

Lettre ouverte à la commission compétente en charge du logement des réfugiés dans le gouvernement local de Wittenberg.

Il est généralement connu que les réfugiés, lesquels ont été envoyés dans la région de Wittenberg par l'Office fédéral des réfugiés et des migrants, ont été indirectement contraints de vivre dans un état d'isolement extrême dans lequel, au lieu de nous résider dans les différentes villes, qui comprend pour constituer le gouvernement local, nous étions isolés dans le village, même pas directement vers la ville du village, mais à la sortie du village, dans la forêt classée d'état. L'endroit est appelé Möhlau. La frontière entre le gouvernement local de Bitterfeld et le gouvernement local de Wittenberg.

Möhlau lui-même est l'un des plus petit village dans le gouvernement local de Wittenberg et il est relativement loin de Wittenberg et Gräfenhainichen où le ministère des Affaires étrangères tente de créer une succursale.

Il n'y pas de gare dans Möhlau que dans environ 8 à 9 kilomètre dans un autre village.

Pour le citoyen allemand être en mesure de vivre dans ce village, dont ils auraient besoin nécessaire d'avoir un permis de conduire et une voiture à des fins de mobilité et de leurs activités, mais cependant, nous les réfugiés qui ont été directement ou indirectement, contraints de vivre dans ce même village, mais par patiné, n'ont pas accès mobilité que soi peu nombreux et ont été interceptés ne pas avoir de permis de conduire.

Le camp de réfugiés où nous vivons est entourée d'arbres pendant la période estivale et entouré par la neige pendant l'hiver, incapable de dialoguer de la société à laquelle, nous les réfugiés ont pu échanger vue sur, à laquelle nos enfants aiment jouer autour, contribue à mettre en péril notre vie psychologique et la perspective. La

position du camp de réfugiés de Möhlau est destiné à une stratégie militaire et à des fins non pour la société civile, en particulier les réfugiés.

Mais néanmoins, il a été utilisé pour le camp de réfugiés dans lequel, les réfugiés provenant de différentes parties du monde avec des antécédents différents culturels et éducatifs ont été affectés à vivre, pas même à des fins temporaires, mais pendant des années consécutives de séjour. Nous des réfugiés vivant dans le camp de Möhlau est très isolé, qu'il fait la pire question. Il est difficile pour les réfugiés d'accomplir notre rendez-vous soit avec l'autorité compétente ou pour un rendez-vous médicaux en raison du manque d'accès de mobilité et de la finance, principalement dues au fait que du système du bon mis en place. Elle le rend incapable d'être en mesure de payer les taxis, et les frais nécessaires etc.

L'incapacité d'avoir un centre à proximité des magasins appropriés, où nous des réfugiés pourrait facilement aller acheter ce dont nous avons besoin ,contribue aux problèmes auxquels nous faisons face au möhlau.

La majorité des réfugiés ont été victimes de discrimination en leur délivrant des bon au lieu d'argent liquide, développé par le social SD Wittenberg, sans une raison concrète depuis de nombreuses années, la question est de savoir comment aurions-nous les réfugiés seraient capables de survivre dans ce genre de tactiques discriminatoire? Ils ont ignoré que les réfugiés étaient innocents et qui vivent dans l'isolement. Comment pourrait-on faire face aux réfugiés du système de transport et être en mesure d'acheter ce qu'ils veulent acheter dans un centre de bien éloigné du shopping, dans un rendez-vous loin distances avec l'autorité compétente, dans un rendez-vous loin distancé médicaux.

Vivant dans l'isolement, sans permis de travail à Wittenberg pour les réfugiés qui ont accompli toutes les exigences nécessaires à la construction et qui pourrait être indépendant pour prendre soin de leur vie et contribuer à faire quelque chose de bénéfique pour le gouvernement local doit être envisagée.

Certains de ces réfugiés n'ont pas d'autres possibilités d'existence dans la terre d'où les réfugiés avaient leur dernière résidence, en raison des dommages causés par la guerre, les dommages causés en raison de la persécution politique, la désintégration familiale, la désintégration sociale, n'ayant pas de protection de l'État et de reconnaissance de l'État - apatride. Certains de ces réfugiés n'avaient aucune appartenance familiale. Cependant, la répression sur les réfugiés ne pourraient pas résoudre la solution plutôt, elle contribue à mettre en danger leur santé et de perspective.

Par conséquent, les vrais réfugiés contraints de vivre dans le camp de l'isolement Möhlau devrait être mis en examen et l'abolition de la pratique par le gouvernement local de Wittenberg serait hautement appréciée. L'isolement est à l'origine de dommages et intérêts majeures à la vie des réfugiés innocents qui aurait accordé la perspective et la protection et au même moment l'effet psychologique cause par des mesures imposées aux réfugiés innocents sont irréversibles en ce qui concernait leur santé.

Nous des réfugiés vivant dans le gouvernement local de Wittenberg avait étudié les traitements que nous avons reçues de l'autorité compétente de Wittenberg, avec les traitements reçus par d'autres réfugiés attribués à d'autres administrations locales, le résultat était quitte évident que nous étions très opprimés et méconnu

dans ce qui concernait les permis de travail, le permis de résident, l'interprétation de la loi, le système de bons, même, le système de logement, Wittenberg est une ville chargée d'histoire chrétienne, les réfugiés ont été surpris d'avoir été traités de cette manière.

Nous les réfugiés ont eu une longue patience pour attendre un changement dans le gouvernement local de Wittenberg, parce que le développement du monde a changé depuis la dernière décennie. Nous sommes simplement des réfugiés et ne signifie pas que nous serons tués ou victimes de discrimination, abandonnés, isolés, sans perspectives, humiliés, isolés dans la société à laquelle nous aurions dû vivre dans la paix et de bonheur.

Nous des réfugiés dans le même temps sont de faire connaître à l'autorité compétente de Wittenberg à mettre en considération le développement économique et la situation géopolitique de l'administration locale et sa situation en comparaison à d'autres États avant d'isoler les réfugiés.

Nous devons enfin réfugiés notre liberté, en particulier les réfugiés, qui ont été largement intégrée dans la société. Au lieu de forcer à vivre dans l'isolement, les maisons privées aurait été mieux et moins cher et elle contribue également à sauver la vie des réfugiés innocents, en ce qui concerne leur santé et leur état psychologique, contribue également à respecter leur dignité humaine et la liberté.

Nous les réfugiés sont exigeants que pour une des maisons privées à bas prix qui pourrait être partagé par 2 des réfugiés ou une fonction, si elle est une chambre ou un appartement. Nous les réfugiés n'ont pas besoin de luxueuses maisons privées qui pourraient être très coûteuses.

Nous des réfugiés condamnons l'utilisation de notre présence comme un objet de faire de l'argent par les propriétaires des camps isolés, sans tenir compte des dommages qu'elle pourrait causer à nos vies et la santé, sans prendre en considération pour améliorer notre niveau de vie, sans tenir compte de notre dignité humaine, sans tenir compte de notre propre perspective et à la survie, sans penser que nous avons besoin de protection.

[www.refugeeinitiativewittenberg.blogspot.com](http://www.refugeeinitiativewittenberg.blogspot.com)

## FRANCE - Non à l'ouverture d'un camp d'internement des étrangers !

*20 février 2010*

Le 29 mars ouvrira à côté de Paris le plus grand centre d'enfermement pour étrangers de France

Pour rejoindre la campagne contre l'enfermement des étrangers : [http://www.lacimade.org/minisites/mesnil2/rubriques/124-Agir-?page\\_id=2162](http://www.lacimade.org/minisites/mesnil2/rubriques/124-Agir-?page_id=2162)

Centre de rétention du Mesnil 2

Non à l'ouverture d'un camp d'internement des étrangers !

Alors que les audiences du procès des inculpés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes se poursuivent, l'administration s'apprête à créer à nouveau les conditions d'un drame.

La construction du nouveau centre de rétention du Mesnil-Amelot (77) est achevée. L'ouverture est prévue dans quelques semaines. Avec 240 places de rétention, ce centre sera le plus grand de France. Il s'ajoutera au premier centre de rétention du Mesnil-Amelot qui compte déjà 140 places.

L'entrée en fonction de ce véritable camp marque une nouvelle étape de ce que les associations de défense des droits des migrants ont qualifié depuis 2004 d'industrialisation de la rétention. D'exceptionnel, l'enfermement des personnes en situation irrégulière devient peu à peu un outil banal de la politique migratoire.

Le centre de rétention comptera 240 places dont 40 places réservées aux familles. Il est organisé en 6 unités de vie de 40 places autour de deux bâtiments administratifs jumeaux eux-mêmes reliés par une passerelle de commandement. Une double enceinte grillagée et barbelée entoure l'ensemble du camp. Des dizaines de caméras, des détecteurs de mouvements s'ajoutent à cet univers carcéral.

Comme pour le CRA de Vincennes, l'Administration utilise la fiction de deux centres de rétention mitoyens pour contourner la réglementation : celle-ci limite à 140 places la capacité d'un centre de rétention.

La construction envisagée de deux salles d'audiences à proximité immédiate du camp instituera une justice d'exception éloignée de tout regard de la société civile.

Un centre de 240 places représente une moyenne de 40 arrivées par jour (c'était le cas au CRA de Vincennes avant l'incendie du 22 juin 2008). Comme l'a montré la situation de Vincennes, ce type d'univers déshumanisé favorise, encore plus qu'ailleurs, le non-droit, les violences, les auto-mutilations et les tentatives de suicide.

Les associations signataires s'opposent à l'ouverture du futur centre de rétention du Mesnil Amelot. Elles dénoncent la criminalisation des migrants et appellent les citoyens et les élus à se mobiliser contre l'internement administratif des étrangers.

\*Premiers signataires : ADDE, Comede, ELENA-France, Emmaüs, Gisti, La Cimade, Ligue des droits de l'Homme, Migreurop, MRAP, Réseau Education Sans Frontières, Secours Catholique, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature\*

## ITALIE – Répression des militants anti-CRA

23 Février 2010

Ce matin à Turin des perquisitions ont été effectuées chez une vingtaine de camarades. Trois ont été arrêtés et trois autres se trouvent assignés à résidence. Outre l'habituel matériel informatique et les divers papiers (tracts...), les ordinateurs de Radio Black Out ont été saisis (ce qui explique que les transmissions en

streaming sont suspendues). D'autres perquisitions ont eu lieu à Cunéo, Mantoue et Trente.

Les faits reprochés sont de type associatif et tout est lié aux mobilisations contre les centres de rétention et les luttes antiracistes. Les mêmes activités pour lesquelles l'Etat voulait attribuer le statut de surveillance spéciale (un statut qui oblige les gens à être chez eux à certaines heures et leur interdit la fréquentations de diverses personnes et lieux) aux rédacteurs du site Macerie.

Pour rappel, radio black out est une radio militante qui diffuse des infos sur les luttes autour des centres de rétention.

<http://lombardia.indymedia.org/node/26546>

## ESPAGNE – Grève de la faim

*Fin février 2010*

Barcelone:

Depuis le 15 février, les retenus du Centre d'internement pour étrangers de la Zona franca sont en grève de la faim pour protester contre les expulsions et pour la liberté.

Tout est parti d'une violente tentative d'expulsion. Une personne a résisté à son expulsion et a été replacé au CIE. Elle a alors commencé une grève de la faim, qui a été très vite suivie par d'autres internés. La police a tenté de casser le mouvement en les menaçant et en les frappant. Aucune assistance médicale ne leur ait donné.

En solidarité et dans le contexte du durcissement de la législation espagnole sur l'immigration (allongement de la durée de rétention entre autres), il y a un appel qui est lancé pour une grève de la faim de 50h du 27 février au 1er mars, place de la Catalogne à Barcelone.

<http://www.kaosenlared.net/noticia/117512/placa-catalunya-50-horas-huelga-hambre-igualdad-derechos>

<http://barcelona.indymedia.org/newswire/display/390241/index.php>

## GRANDE-BRETAGNE – grève de la faim au centre de rétention de Yarl's wood

*Fin février 2010*

Les femmes détenues du centre de rétention de Yarl's wood sont en grève de la faim depuis le 5 février. La grève de la faim, suivie par 84 femmes, a été déclenchée pour demander l'arrêt des humiliations dans tous les centres de rétention.

Le 8 février les gardes de Serco (boîte privée sécurité) ont violemment attaqué les

grévistest pour casser la protestation : 70 femmes ont été enfermées dans le couloir pendant 8 heures, sans eau, sans nourriture, sans toilette, ni assistance médicale. Beaucoup se sont évanouies et une vingtaine de femmes qui avaient tenté de grimper par les fenêtres ont été battues et mises à l'isolement. 4 femmes désignées comme "leader" ont été transférées à la prison de Holloway à Londres.

Un certain nombre de manifestation de solidarité avec les grévistes ont eu lieu ces jours-ci:

Le 10 fév, des étudiants ont fait une grève de la faim de deux jours dans les bureaux de Serco à Londres.

le 12 fév, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées, avec bruit, devant les bureaux de Serco.

84 militants no-border ont fait un jeûne de 24 heures et 66 autres personnes à Bedford ont fait une grève de la faim de 24 heures.

Le 17 février, une manif a eu lieu devant la taule où sont détenues les "4 de Yarls' wood" à Londres.

Le 21 février, une autre manif s'est tenue aux abords de Yarls' wood.

Enfin, une nouvelle manif est prévue le 26 devant les locaux de Serco

<http://www.indymedia.org.uk/>

## ITALIE – Résistances et répressions hors et à l'intérieur des CIE

24 Février 2010

Quelques nouvelles d'Italie, avec tout d'abord l'adresse des camarades emprisonnés et apparemment mis en isolement. Vous pouvez leur écrire même en français (ou en anglais ou en espagnol... ou en italien), ça participe à montrer qu'ils ne sont pas seuls et ça fait sans doute toujours du bien quand on est en prison :

- \* Luca Ghezzi, Via Pianezza 300, 10151 Torino
- \* Andrea Ventrella, Via Pianezza 300, 10151 Torino
- \* Fabio Milan, Via Pianezza 300, 10151 Torino

Hier une soixantaine de personnes se sont rassemblées devant le CIE (centre d'identification et d'expulsion) de Turin. Les nouvelles de l'intérieur, des résistances aux expulsions, des résistances à l'enfermement dans les CIE continuent d'être diffusées. De toute façon, dedans comme dehors les luttes continuent !

Sinon, voilà ci-dessous un condensé de divers articles de presse qui ont tous des titres plus aguicheurs les uns que les autres (Exemples :« plus de 60 actions reprochées aux anarchistes », « 2 années de raids et de violence, opération contre les anarchistes », « derrière les révoltes d'immigrés »...):



1) Concrètement il est reproché aux camarades arrêtés 2 ans et demi de lutte contre la politique d'immigration du gouvernement italien et contre les centres de rétention.

Pêle-mêle sont évoqués :

-les occupations de la cgil, de la croix rouge (sur la croix rouge et la cgil, gros syndicat de gauche italien, voir cet article en français <http://juralibertaire.over-blog.com/article-36172474.html>), de la Lega Nord, d'un musée égyptien, du consulat de Grèce où fut négocié l'envoi de faxs de solidarité.

-les rassemblements réguliers devant le CIE de la via Brunelleschi (qui dans les bouches de l'Etat, de la police et des journalistes se transforment en « assauts » ou « attaques » des CIE)

-les actions contre des entreprises qui collaborent au fonctionnement des CIE (la croix rouge encore)

-les manifestations dans des lieux publics telles celles au resto bio Eataty où pendant une grève de la faim une intervention avait été faite avec distribution de tracts (voir <http://www.autistici.org/macerie/?p=14083>)

-La petite action au très chic resto « Il cambio », lieu fréquenté par les politiques et journalistes de droite de Turin où, toujours pendant une grève de la faim des retenus du CIE, des excréments avaient été lancés dans la salle (voir <http://www.autistici.org/macerie/?p=13993>)

2) Est suggéré le fait que derrière les révoltes il y aurait ces gens qui se battent contre les centres de rétention, les prisons,.... Certains journaux, se basant sur des extraits d'écoutes téléphoniques, relatent ainsi des extraits de conversations au téléphone entre des camarades et des retenus remontant à juillet 2009, disant que par ces coups de fil à l'intérieur les retenus étaient incités à la révolte. Comme si les gens, que dis-je, les étrangers sans titre de séjour, étaient sans doute trop cons et trop contents de leur sort pour penser tous seuls à se révolter.... Il y avait eu la même chose à Vincennes où lors de la révolte qui a conduit à l'incendie, les gens et associations qui manifestaient dehors avaient été accusés d'incitation par divers responsables politiques.

Pour rappel plusieurs des camarades interpellés retranscrivaient des témoignages de retenus en lutte via la radio ou internet.

3) Dans la logique policière, il y a des chefs, ils les présentent, les exposent, les mettent en photo dans le journal, ce sont 2 des 3 personnes incarcérées.

4) Concernant les perquisitions à Radio Blackout il est dit que l'investigation ne concerne que la partie qui s'occupait des luttes dans les centres de rétention et concerne aussi des infos transmises sur la radio mais aussi par sms pour prévenir des contrôles de police. Dans le dossier d'instruction beaucoup d'enregistrements d'émissions où on entend notamment s'exprimer les gens inculpés dans cette histoire puisque certains participaient à la radio.

5) Il est précisé que les « investigations » contre cette figure de l'ennemi intérieur qu'en Italie ils appellent « anarchiste insurrectionnaliste » continuent.

Solidarité et liberté pour tous avec ou sans papiers en Italie comme ailleurs !

## FRANCE - Communiqué de soutien du « Collectif de solidarité avec les inculpés de l'incendie de Vincennes » aux retenu-e-s et camarades d'Italie

*Début mars 2010*

LA LOTTA NON SI ARRESTA !

SOLIDARITE AVEC LES CAMARADES ARRETES ET LES SANS-PAPIERS ENFERMES DANS LES CIE !

Depuis des années, le contrôle des flux migratoires est un des axes majeurs des gouvernements européens. Tout en prétendant abolir les frontières internes à l'espace Schengen, elles se sont multipliées et disséminées à l'intérieur/ /de chaque territoire et se renforcent à l'extérieur de l'Europe : la rue, les transports, les administrations, les banques se transforment à chaque contrôle en frontière. Les centres de rétention, les zones d'attente, les camps pour migrants, sont des bouts de ces frontières assassines de l'Europe.

Comme la France, l'Italie, qui compte déjà 25 CIE (centre d'identification et d'expulsion), construit de plus en plus de centres de rétention sur son territoire et subventionne la construction de camps pour migrants à l'extérieur de ses frontières, en Libye notamment.

A l'intérieur de ces CIE, les révoltes se multiplient depuis plusieurs années : grèves de la faim, affrontements avec la police, incendies, évasions collectives... L'année 2009 a ainsi vu la destruction totale de deux CIE lors de révoltes collectives.

A l'extérieur aussi, des personnes luttent pour la liberté de circulation et d'installation, et souvent en lien avec les détenus : manifestation aux abords des CIE, occupations (par exemple de la Croix-Rouge, qui gère une partie des centres ), blocage des transferts entre CIE, tags...

Face à ses résistances, l'Etat multiplie les actions de répression. Le 13 août, 14 sans-papiers enfermés à la Via Correli sont inculpés pour un incendie et mis en taule. En octobre 2009, ils sont condamnés à plusieurs mois de prison. Le 16 janvier, Mohammed El Abbouby, l'un des 14, est retrouvé mort dans sa cellule. Joy, une autre condamnée, avait accusé l'Inspecteur chef du CIE de tentative de viol. Elle est poursuivie pour "calomnie". Après plusieurs mois passés en prison, elle est aujourd'hui à nouveau enfermée dans un CIE.

L'Etat tape aussi à l'extérieur. Le 23 février, des perquisitions ont été effectuées chez une vingtaine de personnes à Turin, Rovereto (Trente), Vicoforte (Cuneo) et Mantoue. Trois sont mises en taule et trois autres sont assignées à résidence. Outre l'habituel matériel informatique et les divers papiers (tracts...), les ordinateurs de la Radio Black Out ont été saisis. Les personnes inculpées sont qualifiées "d'anarchistes insurrectionnalistes", incarnant l'ennemi intérieur. En Italie comme en France, l'Etat tente d'isoler, en utilisant des campagnes médiatiques et un arsenal d'inculpations, qualifiant les actes de solidarité d'actes délinquants, criminels, voire terroristes.

Le collectif de solidarité avec les inculpés de Vincennes est solidaire de Luca, Andrea, Fabio, Marco, Maja et Paolo, et de tout-e-s ceux et celles qui luttent – à l'intérieur et à l'extérieur – contre les CIE et pour la liberté de circulation et d'installation!

Liberté pour tous avec ou sans papiers en Italie comme ailleurs !

Liberté de circulation et d'installation !

## ESPAGNE – Manifestation pour la fermeture des centres d'internement pour les étrangers

*1er mars 2010*

<http://www.migrantelatino.com/?p=5871>

Dentro de las acciones del 1 de marzo en Francia, Italia, Grecia y España de la Jornada Sin Inmigrantes, en la ciudad andaluza de Málaga se produjo una concentración para reclamar el cierre de los Centros de Internamiento para Extranjeros, los CIES, pseudo-cárceles donde migrantes en situación irregular y que no han cometido ningún delito sufren la privación de libertad por una falta administrativa. Los CIES son conocidos por organizaciones sociales como los "Guantánamos españoles" donde las condiciones son pésimas y donde las denuncias de maltrato se suceden. Una de los Centros que más denuncias y quejas recibe es el CIE de Capuchinos en Málaga.

## ITALIE - Nouvelles des luttes dans les CIE en Italie et témoignages de retenues à Milan

*8 mars 2010*

Quelques nouvelles des luttes initiées il y a quelques jours dans les centres de rétention italiens (appelés là-bas, CIE = centres d'identification et d'expulsion) et puis des témoignages de grévistes de la faim du centre de rétention de la via Corelli à Milan.

Lien en italien : <http://lombardia.indymedia.org/node/26936>

A Corelli, après plusieurs jours de grève de la faim les détenu/es ont commencé à être affaiblis et fragilisés. Certaines filles du secteur des transsexuelles ont été mises sous perfusion et une a été transportée à l'hôpital. Les détenus ont demandé à être pesés et suivis en permanence par du personnel médical, comme c'est la pratique en cas de grève de la faim, mais, dans le centre de la via Corelli, ça ne se fait pas. Toutefois, malgré les difficultés, les détenus continuent avec détermination, soutenus également par la solidarité des anti-racistes qui amènent constamment de l'eau et du jus dans le centre et maintiennent des contacts continus.

A Rome aussi, 20 détenus continuent la grève. Les gestionnaires du centre apportent de la nourriture et eux la renvoient. Certains, qui avaient commencé la grève quelques jours avant les autres ne mangent plus depuis maintenant 10 jours et sont très faibles. Contrairement aux détenus de Milan, à Rome ils semblent être pesés et contrôlés régulièrement, mais la nouvelle coopérative qui a pris la place de la Croix-Rouge ( La Coopérative Auxilium vient de gagner l'appel pour la gestion du centre au détriment de la Croix Rouge) pour l'exploitation du centre ne permet pas que les personnes solidaires apportent des jus et des boissons de l'extérieur. Chaque détenu reçoit un seul litre d'eau par jour, divisée en deux bouteilles d'un demi litre, l'une le matin et l'autre dans la soirée. Et seulement avec ça ils poursuivent leur lutte. À Turin, en attendant, et la grève est toujours relayée.

Bologne est un cas à part. Après deux jours, il n'y avait plus d'autres nouvelles de l'intérieur, les détenus ont répondu aux appels de solidarité. La grève a été interrompue après la première journée, sauf pour un retenu qui poursuit sa grève de la faim en solitaire, pour des raisons personnelles. La raison de cette difficulté est simple : il semble que dans ce cas la nourriture des prisonniers soit droguée avec des tranquillisants, ce qui fait que chaque fois qu'ils se rencontrent, quels que soient l'heure et le jour ils sont complètement endormis et abrutis.

Voici quelques déclarations recueillies :

#### 1) Secteur trans :

X : «Nous sommes 20 personnes qui font la grève de la faim. Dans chaque chambre, nous sommes 4 personnes. Les murs sont pleins de moisissures, les draps sont changés une fois par semaine mais les couvertures ne sont jamais changées. Tous les 15 jours on nous donne un gel douche. Dans la soirée, nous devons nettoyer notre chambre avec le balai et le seau. Les fenêtres n'ont pas de rideaux comme ça le matin tôt, la lumière entre dans la chambre. Nous sommes obligés de mettre la couverture sur la fenêtre pour dormir. Les toilettes sont dégoûtantes. C'est très sale. Les évacuations sont toutes bouchées, nous sommes obligés de faire nos besoins debout. A 8 heures et demi du matin, nous prenons un verre de lait et un croissant. Nous ne pouvons pas boire de choses chaudes si ce n'est avec la machine payante. La nourriture est très insuffisante, ils nous amènent souvent de la dinde. Nous qui avons des implants en silicone nous ne pouvons pas manger de la dinde. Pour cette raison, beaucoup d'entre nous ont eu des inflammations aux implants mammaires ou de hanches. Lorsque nous allons à la Croix-Rouge pour nos problèmes de santé, nous donner des tranquillisants pour nos problèmes de santé ils nous donnent des tranquillisants pour supprimer la douleur, mais ces gouttes nous font dormir. Quand nous avons trop de douleur, ils nous donnent de l'aspirine (ou paracétamol).»

XX : «Moi je m'appelle ... je suis ici depuis une semaine. J'ai immédiatement commencé une grève de la faim parce que nous ne pouvons pas rester ici 6 mois. Je suis également séropositive, je devais faire des tests sanguins pour savoir quels médicaments je devais prendre mais ils m'ont amenée ici, et m'ont fait sauté la visite. J'ai eu trois jours de forte fièvre. J'étais tellement mal qu'ils m'ont emmené à l'hôpital pour une occlusion intestinale. Après ils m'ont ramenée à Corelli toujours sans médicaments pour le VIH. Je suis en Italie depuis neuf ans, je suis tombé malade en Italie et je ne peux pas rester ici. Nous avons besoin de nous maintenir (gagner notre vie) et de maintenir notre famille dans le pays. Nous

voulons notre liberté parce que nous n'avons rien fait et qu'on nous force à rester ici sans pouvoir rien faire. Il y a un psychologue qui vient une fois par semaine, mais à la fin, on nous donne toujours 30 gouttes de Valium ou pour dormir et allez .... à la fin nous devenons toutes dépendantes ... "

XXX : «J'ai eu un très grave accident en dehors d'ici. J'étais toujours traitée en physiothérapie, mais il m'ont prise et emmené à la CIE. Je m'étais fracturé l'omoplate gauche, le fémur et le genou. Ici, souvent la blessure à ma jambe s'enflamme. Je vais à l'infirmerie, on me donne une crème hydratante c'est tout. Beaucoup d'entre nous ont été prises à Pise, et qui vient nous voir a droit à 7 minutes de visite pour 5 heures de voyage.... Il y a plein de cafards et d'asticots dans les toilettes et la douche. La police nous maltraite, nous traite comme des chiens, nous insulte en disant que nous sommes tous des gays, fait des blagues sexistes contre nous. Quand nous disons des choses qui ne leur vont pas bien, ils nous donnent des gifles au visage, pour la moindre chose ils nous agressent et nous traitent comme si nous n'étions pas des êtres humains, avec un mépris total. Nous savons qu'une trans s'est suicidée ici à Noël ... il y a une fille qui est ici depuis quatre mois qui a vu ce qui s'est passé lorsque la jeune fille s'est suicidé et maintenant elle est folle, parce qu'une personne normale ne peut survivre ici à l'intérieur, et beaucoup la mort comme unique porte de sortie ... Il y a des gens avec des problèmes psychiatriques, et nous devons tous vivre ensemble dans une situation de conflit, avec toutes les diverses pathologies tous ensemble et ici nous sommes forcés de cotoyer diverses maladies, même en prison ça n'est pas comme ça. "

## 2) secteur des femmes:

«Mon nom est .... je vous raconte mon histoire. Je suis arrivée en Italie en tant que touriste car j'aimais beaucoup ce pays. La dernière fois que la police m'a arrêtée, ils m'ont demandé le permis de séjour. J'avais seulement le visa touriste mais ils m'ont emmenée à la préfecture (police) où je suis restée 3 jours et puis à Corelli. Ils m'ont prise le 26 Janvier et j'avais en poche le billet d'avion pour retourner au Brésil pour le 16 février ... Eh bien je suis encore ici. Maintenant je dois quitter ce pays comme une criminelle, escortée par la police. Je n'imaginai pas qu'en Italie pouvait exister un endroit pareil. Je me sens inutile, je suis très mal. Ils nous traitent comme des animaux, et ce n'est qu'un début ... nous avons à faire six mois dans cet enfer pour ensuite sortir d'ici avec une expulsion pour dix ans.

Nous demandons à tous ceux qui nous entendent que même si on nous appelle clandestins nous sommes aussi des gens qui avons un coeur. Nous sommes venus en quête d'une vie meilleure. Nous faisons la grève pour faire comprendre aux gens que nous sommes des êtres humains et nous avons le droit de vivre ici comme tout le monde et qu'ils ne peuvent pas nous ôter la liberté. Il devrait y avoir d'autres moyens pour obtenir ce bout de papier sans passer par cet enfer. C'est vraiment d'une loi injuste, je ne sais pas qui l'a inventée et nous ne voulons pas la respecter. Pour nous, la seule option que nous avons c'est de lutter. "

Témoignages du samedi 6 mars

Sinon, à noter également que de nombreuses initiatives de lutte et de solidarité (les 2 allant de pair) sont menées :

- le vendredi 5 mars un rassemblement a eu lieu devant le CIE de la via Corelli à

Milan,

- le samedi 6 mars à Modena un rassemblement et une diff se sont déroulés dans les rues de la ville.

Ont été diffusées des informations sur les luttes en cours et sur la situation de Joy et Helen, qui ont osé dénoncer les tentatives de viol subies cet été dans le CIE de la via Corelli, et sur les autres rebelles de la via Corelli, réenfermés dans divers CIE après avoir effectué plusieurs mois de prison pour les révoltes d'août.

- le lundi 8 mars à Turin, un rassemblement aura lieu en solidarité avec les prisonniers des CIE en lutte et avec Luca, Fabio, Andrea, Maya, Marco, Paolo et Massimo, les camarades arrêtés et emprisonnés depuis le 23 février pour leur engagement dans la lutte pour la liberté de circulation et d'installation et contre les CIE. Le mardi 9 mars ils passeront au tribunal pour d'éventuelles remises en liberté.

- le samedi 13 mars un rassemblement aura lieu devant le CIE de Ponte Galleria à Rome.

Pour rappel, voici un lien sur la lettre écrite par les retenus de la via Corelli pour annoncer le début de leur grève de la faim et sur la situation des camarades arrêtés le 23 février : En français <http://nantes.indymedia.org/article/19945> ; En italien : <http://www.autistici.org/macerie/?p=25053>

Liberté pour toutes et tous avec ou sans papiers !

## GRANDE-BRETAGNE - grèves de la faim depuis 1 mois à Yarl's word et depuis ce week end à Hardmonsworth

9 mars 2010

Parce qu'il est important que les informations sur les luttes menées par les prisonniers et prisonnières victimes de l'exploitation et des politiques de contrôle des flux migratoires circulent, voici quelques nouvelles d'Angleterre :

Lettre de revendication des grévistes de la faim du centre de rétention d'Hardmonsworth "Nous voulons que le monde sache que nous sommes en grève de la faim et nous voulons que le monde sache pourquoi :

1. le Home Office ne respecte pas les rapports médicaux sur les détenus. Par exemple, un détenu chinois, qui est ici depuis très longtemps, a besoin de soins psychiatriques
2. un type du Liban a besoin d'une hospitalisation en psychiatrie
3. un autre type de Russie est train de perdre son foie (?), il a vraiment besoin d'une assistance médical. Il est marié à une anglaise depuis 10 ans et deux enfants nés en GB.
4. un type a plusieurs rapports médicaux qui disent qu'il n'est pas en état de prendre l'avion. le Home office s'en fiche, il avait programmé un vole le 25 février, qui a été

finalement annulé.

5. Muhammad a besoin de soins" Suit une liste de numéros de téléphone de grévistes de la faim. <http://nobordersbrighton.blogspot.com/> Sinon, 3 Kosovars se sont suicidés à Glasgow, en se jetant par la fenêtre de leur appartement situé dans un gratte ciel. Ils avaient appris que leur demande d'asile avait été rejetée. <http://www.guardian.co.uk/uk/2010/mar/07/three-killed-suspected-suicide-flats-glasgow>

Sur la lutte qui depuis le 5 février est menée par les femmes emprisonnées à Yarl's Wood Les 5 femmes désignées "leader" sont toujours en taule (il s'agit de Gladys Obiyan from Nigeria, and Denise McNeil and Sheree Wilson from Jamaica et Aminata Camara from Guinea and Shellyann Stupart from Jamaica). Denise est toujours à l'isolement et depuis 23 jours. Elle avait réussi à faire sortir des photos montrant les traces des coups portés par les gardes de Serco (<http://www.guardian.co.uk/uk/gallery/2010/feb/28/yarls-wood-immigration-centre?picture=359834313>) et avait écrit un témoignage. Pendant ce temps, à Yarl's wood, au moins 27 femmes sont toujours en grève de la faim et de plus en plus isolées puisque les agents de Serco qui gèrent le centre coupent toutes les communications avec l'extérieur. Un charter pour le Nigéria est programmé jeudi 11 mars à 19h30. Il est presque certain qu'un bon nombre de grévistes seront parmi les déportées. Un autre charter (ou le même) pour le Nigeria est également prévu jeudi au départ des Pays-Bas. Liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous !

## ITALIE – De Turin à Rome en passant par Milan... Liberté!

*13 Mars 2010*

Deux bonnes nouvelles en provenance d'Italie :

- 1) dans la nuit de jeudi à vendredi 8 personnes ont réussi à s'évader du centre de rétention de Turin et malgré les recherches elles n'ont pas été reprises. Souhaitons leur bonne chance et bon vent !
- 2) Les camarades qui luttent pour la liberté de circulation et d'installation et contre les centres de rétention et qui depuis le raid policier du 23 février étaient en prison ont été remis « en liberté » sous contrôle judiciaire hier.

Précision : Lucca est sorti de la prison de Turin vers 22h et peu avant il s'est fait tabassé par certains gardiens, tabassage dont on pouvait voir les traces quand il est sorti.

Voilà un petit résumé des situations de chacun, les 3 qui étaient emprisonnés et ceux qui subissaient des obligations ou interdictions diverses et variées :

Andrea, Fabio et Marco ont l'obligation de pointer tous les jours et Paolo 3 fois par semaine.

Lucca a une interdiction de quitter la ville de Turin

Maja et Massimo n'ont plus aucune restriction

Sinon, comme on dit toujours que la lutte continue et tout ça, et bah justement dans les centres, en tout cas dans celui de la via Corelli, à Milan, elle continue avec une semaine de grève de la faim et des actions solidaires de l'extérieur : rassemblements, ravitaillement en eau et jus de fruit...

A Rome cet après-midi, samedi 13 mars, une manifestation s'est déroulée sous les murs de Ponte Galleria où plusieurs retenus/es ont également manifesté. Des départs de feu ont eu lieu dans le secteur des femmes. Des hommes réussissant à monter sur le toit du centre et agitant draps et tee-shirts pour communiquer avec l'extérieur aux cris de "liberté !". La police anti émeute est intervenue pour les faire descendre. Les manifestants extérieurs ont bloqué les lignes de train passant à proximité du centre pendant ¾ d'heures en demandant à ce que les retenus en lutte dans le CIE ne subissent aucune répression.

Liberté pour tous avec ou sans-papiers !

## ÉTATS UNIS – Des migrants placés en prison avant leur renvoi – grève de la faim

16 mars 2010

<http://www.nytimes.com/2010/03/17/nyregion/17detain.html?scp=7&sq=detention%20centers&st=cse>

Le centre de rétention de New York a fermé. Les retenus ont été principalement déplacés vers la prison du comté du New Jersey malgré les protestations de leurs avocats. Les retenus dénoncent leurs conditions d'enfermement et entament une grève de la faim.

When federal authorities shut down New York City's only immigration detention center last month, and sent most of its detainees to a county jail in New Jersey over protests by their advocates, Obama administration officials stressed that the jail was only a short drive from the city.

But under a contract with a private telephone company, calls to detainees' families and lawyers back in New York are decidedly long distance. The result is a 800 percent increase in the cost of a call, to more than 89 cents a minute, in a phone system so cumbersome that detainees say it impedes their ability to contest deportation or contact relatives.

In protest, the detainees have sent appeals for help to the American Bar Association, signed by more than 180 detainees, and have threatened a hunger strike. They cite exorbitant telephone costs as their central grievance, but also complain of poor health care, confiscation of legal documents and mistreatment by guards at the jail, the Hudson County Correctional Center in Kearny.

The isolation of many immigration detainees was underscored last week when a Chinese New Yorker freed from another New Jersey jail had no clue that he had been pardoned by Gov. David A. Paterson four days earlier.



Officials of Immigration and Customs Enforcement, the federal agency that pays jails to house detainees, have said improvements are in the works. But for detainees shifted from the New York jail, the Varick Federal Detention Facility, the possibilities for communication with the outside world have shrunk.

Brian P. Hale, a spokesman for the federal agency, said that a hunger strike began at the Hudson County jail on Monday, adding that it had been organized by the same detainee who started a hunger strike at Varick a few weeks before it ended detention operations. Agents in riot gear broke up that protest after detainees refused to go to the jail cafeteria, officials said then.

Several detainees said the leaders were punished with isolation or were transferred to distant detention centers. Similar complaints of retaliation have been made by detainees on hunger strikes at the Port Isabel Detention Center near Los Fresnos, Tex., which houses many longtime legal residents of New York fighting deportation based on past criminal convictions.

One letter to the bar association said the Hudson County hunger strike would start March 15, but another put it a week later. Jail officials said all but a few detainees were eating on Tuesday.

“No one is unwilling to listen to these concerns and to make sure that detainees are treated with respect and dignity,” said James Kennelly, a spokesman for Hudson County and the jail. “We take the care and custody of the detainees very seriously.”

Karen T. Grisez, chairwoman of the bar association’s commission on immigration, said the association would look into the complaints and refer them to government authorities for further investigation.

“We take this very seriously,” Ms. Grisez, a lawyer with the Washington firm of Fried Frank, said on Tuesday, noting that legal access, including phone calls at competitive rates, was part of the national detention standards adopted by the federal government in 2000. The Obama administration, however, like its predecessor, has declined to make the standards enforceable.

Mr. Hale said all immigration detainees were allowed free calls to foreign consulates and to a list of free legal services. But other calls from the New Jersey county jails are charged at rates negotiated by the state and the phone provider, Global Tel Link of Reston, Va. The rate is \$1.75 to connect a call, and 89 cents a minute, he said. But Global Tel Link will not connect a call until the recipient puts \$25 into an account with a major credit card.

Many lawyers will not accept such calls, and many family members do not have a credit card, Ms. Grisez said.

Typically, phone companies compete not to provide more reasonable rates to inmates and their families, but to provide the highest commissions to the jail. Dorothy Cukier, a spokeswoman for Global Tel Link, said it was not the company’s responsibility to negotiate special rates for immigration detainees.

“To my understanding, we have never been approached by ICE about that,” she said.

Mr. Kennelly said the county now got just under \$1 million annually in its commission.

One detainee who signed the petition is Orville Wayne Allen, 47, a longtime New York State resident who has spent more than 19 months in immigration custody without seeing an immigration judge, his fiancée, Desiree Williams, said. When a police officer in Mount Vernon stopped him for riding a bicycle on the wrong side of a street in 2008, she said, a database check turned up an order of deportation in absentia from the 1980s, something a lawyer had supposedly resolved years before.

Ms. Williams, who works weekdays, has not seen him since he was transferred last month, because the jail allows only weekday visits. She said she could afford to receive only three brief calls, in which Mr. Allen urged her to call his lawyer. The lawyer keeps demanding more money, she said, but he has not filed any legal papers — something she has not told Mr. Allen.

“The phone conversations out there are so expensive we can’t talk,” Ms. Williams added, describing a \$25 account that cost her hours and \$14 to set up.

In their complaints, detainees said they were not even allowed to read newspapers or watch the news. “They stop us from knowing what is going on with our own family and around us,” one letter said.

## ESPAGNE – Manifestation de soutien aux camarades détenus dans les CIE

*24 mars 2010*

<http://www.alasbarricadas.org/noticias/?q=node/13447>

COMPañER@S DETENID@S ¡LIBERTAD!

En la cárcel que durante años estuvieron recluidas aquellas personas que la dictadura quiso acallar ahora son encerradas las que por atreverse a soñar con una vida de mayores posibilidades decidieron venir a España.

Nos separan años de la represión franquista y el espacio usado para encerrar sueños de vida digna es el mismo. Compañeros de tantos países hoy están presos en la vieja cárcel, ahora llamada "centro de internamiento", a la espera de que su orden de expulsión se haga efectiva. Las leyes europeas castigan la falta administrativa de no poseer permiso de residencia con la reclusión en las cárceles para extranjeros.

En el barrio de Aluche, al igual que en cada barrio madrileño, estamos cansadas y cansados de los controles masivos de identidad, de las redadas, que son el primer escalón que a quien no tenga papeles lo llevará directo al CIE. Somos testigos de la habitual escena de la Policía pidiendo "papeles" a cada persona portadora de tez o rasgos "diferentes". No queremos ser cómplices con nuestro silencio. Por eso hacemos un llamamiento a todas las personas que también le dicen basta a esta situación de desigualdad a concentrarse este miércoles y hacerles llegar nuestro apoyo a l@s internos del CIE.

¡No a los CIEs!

¡No a la Ley de Extranjería!

¡No a las redadas!

¡Libertad de nuestr@s compañer@s, amig@s, familiares pres@s en el CIE de Aluche!

¡Qué sientan nuestras voces y sepan que no están sol@s!

¡Suma tu voz!

**Convocan:** Escuela Popular de Aluche y Biblioteca Popular de Aluche "La Candela".

## ITALIE- Révolte au CIE de Ponte Galeria à Rome

*30 mars 2010*

Dans la nuit du lundi au mardi 30 mars, les sans-papiers enfermés au centre d'identification et d'expulsion de Ponte Galeria à Rome se sont révoltés, dénonçant entre autres la façon dont ils sont traités, "comme des chiens". Départs de feu, destructions, occupation des toits, affrontements avec les forces de l'ordre présentes en masse et en tenue anti-émeute, la révolte a duré toute une partie de la nuit.

Les journaux parlent de milliers d' euros de dégâts, la prison serait aujourd'hui sans eau ni électricité. Plusieurs détonations, notamment des tirs, ont été entendus mais le directeur du CIE, lui, nie toute intervention des forces de l'ordre et parle de tentative d'évasion...

Ce matin les prisonniers ont été divisés en 2 groupes, les "méchants" et les "gentils". Parmi les méchants, une quinzaine d'hommes ont été choisis, qui auraient été filmés par les caméras de surveillance. Ils ont apparemment été conduits dans une autre prison que celle pour les étrangers dits clandestins, c'est à dire dans l'une des nombreuses autres catégories de prisons qui existent en Italie, celle pour tous les exploités dira t'on pour simplifier.

Leur jugement pourrait avoir lieu très rapidement.

Pendant ce temps, cet après-midi, dans le secteur des femmes où il semble que les prisonnières soient complètement assomées par les somnifères et autres camisoles chimiques qu'on mélange à leur nourriture et où, de fait, la situation la nuit dernière est restée calme, la énième déportation par charter pour le Nigéria a commencé et plusieurs retenues nigériennes ont été emmenées.

Pour en savoir plus, à lire et à écouter (témoignages de retenus) en italien :

<http://www.autistici.org/macerie/>

Solidarité sans frontières et liberté pour toutes et tous avec ou sans papiers !

## AUSTRALIE - Grève de la faim et protestations des prisonniers du centre de rétention de Christmas island

5 avril 2010

En Australie, alors que se tient le procès de 11 demandeurs d'asile accusés d'avoir participé à une émeute en novembre dans le camp de l'île-prison de la bien nommée Christmas island depuis plusieurs jours, grèves de la faim, protestations diverses, banderoles, agitent ce camp prévu pour enfermer plus de 2000 personnes. Il y a aussi eu des "incidents" avec les gardes de la compagnie Serco, société qui, entre autre activité nocive, fournit pas mal de matons dans diverses geôles du monde (par exemple ce sont eux qui sévissent dans le centre de rétention Yarl's Wood en Angleterre, et qui ont blessé plusieurs femmes en grève de la faim le mois dernier)

<http://www.smh.com.au/national/iraqi-asylum-seekers-on-hunger-strike-to-death-20100404-rltz.html>

<http://www.abc.net.au/news/stories/2010/04/05/2864248.htm?section=justin>

Toujours concernant Christmas island, il y a également eu des évasions lors d'un transfert de demandeurs d'asile vers d'autres centres de détention sur le continent:

<http://www1.voanews.com/english/news/asia/Australia-Moves-Asylum-Seekers-To-Troubled-Detention-Center-89434532.html>

## ITALIE - Appel des camarades italiennes : mobilisons nous pour qu'ils ne volent pas d'autres mois de sa vie à Joy

3 avril 2010

Le 12 avril, prendront fin les 60 jours d'enfermement infligés à Joy\* le 12 février dernier, lors d'une audience de validation faite à la hâte immédiatement après son transfert de la prison de Côme au CIE de Modena et sans que ses avocats aient pu être présents. Très probablement, quelques jours avant l'expiration de ce délai, la police demandera au juge de Modena de signer une prolongation de sa rétention pour 60 jours. Et le juge signera sans sourciller, comme toujours.

Il s'agit des automatismes «bureaucratiques» qui, grâce aux nouvelles règles introduites avec le "paquet sécurité", arrivent à voler jusqu'à six mois de vie aux femmes et aux hommes migrant/es enfermés/es dans l'un des 13 camps répartis sur tout le territoire italien, avant de les expulser. Automatismes qui nous rappellent l'appareil bureaucratique qui fit fonctionner les camps concentrationnaires, la «banalité du mal» qui cache la férocité d'un racisme institutionnel et de ses exécuteurs, aujourd'hui comme hier. Automatismes contre lesquels se révoltent, à juste titre et de plus en plus fréquemment, des centaines d'hommes et de femmes incarcérés dans ces camps mis en place par l'Etat et soumis/es à des humiliations quotidiennes, au harcèlement, aux vexations, à la brutalité et à la violence.

Joy, comme beaucoup d'autres femmes détenues dans les camps pour les migrants, aurait droit à un permis de séjour en tant que victime de la traite et de l'esclavage humain, mais elle est mise en cage, enfermée dans un circuit infernal qui lui fait faire des allers-retours entre les centres de rétention et la prison depuis le 26 juin 2009. Ce jour-là, en effet, Joy a été arrêtée lors d'un contrôle alors qu'elle allait au supermarché. Sans-papiers, elle a été détenue pendant trois jours dans une caserne, puis emmenée au CIE de la via Corelli à Milan où elle a été enfermée le 29 juin. À ce jour, ils lui ont volé presque dix mois de sa vie. Combien de temps encore veulent-ils lui voler?

Raconter l'histoire de Joy comme histoire symbolique est l'un des moyens de rendre publique la "banalité du mal» à laquelle ils voudraient nous accoutumer et contre laquelle il faut se rebeller.

Nous appelons les groupes anti-racistes\*\* là où ils sont, à construire autour de la date du 12 avril (date où la prolongation de la rétention de Joy devrait être examinée) des initiatives et des mobilisations contre les centres de rétention, les expulsions et les lois racistes et liberticides du «paquet sécurité ».

Comme toujours, le blog [noinonsiamocomplici](http://noinonsiamocomplici.com) est disponible à ceux qui refusent activement toute complicité avec le racisme institutionnel et ses collaborateurs. Faites-nous connaître vos initiatives à l'adresse suivante : [complici@anche.no](mailto:complici@anche.no)

Noinonsiamocomplici (Nous ne sommes pas complices)

## ITALIE – Pour que cesse l'acharnement contre Joy et ses camarades

8 avril 2010

Le 8 août dernier en Italie, est entrée en vigueur une nouvelle loi dite « paquet sécurité » qui, entre autres, fait de l'immigration dite clandestine un délit et allonge la durée d'emprisonnement des personnes sans titre de séjour dans des centres d'identification et d'expulsion (CIE, le nom des centres de rétention en Italie) à 6 mois. Dès la passation de la loi, les sans-papiers enfermés dans les centres de rétention commencent alors à se révolter. A Milan, le 13 août une émeute éclate dans le CIE, aussi bien dans le secteur des hommes que dans celui des transsexuels et celui des femmes. 14 retenu/es sont arrêté/es, jugé/es, condamné/es et emprisonné/es pour 6 mois.

Parmi eux, Joy, une très jeune Nigérienne victime, comme beaucoup d'autres femmes des pays pauvres, d'un réseau de prostitution. Joy avait été interpellée 2 mois plus tôt, le 26 juin 2009, lors d'un contrôle au faciès alors qu'elle allait faire ses courses.

Lors de son procès Joy dénonce les tentatives de viol dont elle a fait l'objet de la part de l'inspecteur chef Vittorio Adesso durant sa rétention. Plusieurs de ses camarades coincepées confirment ce que dit Joy et témoignent en sa faveur. Pourtant Joy sera mise en examen pour diffamation....

La parole d'une prostituée, sans papier de surcroit, face à celle d'un policier sans doute....

A leur sortie de prison, Joy et ses camarades ne sont pas libéré/es comme le sont en général les autres prisonniers et prisonnières qui ont fini leur peine. Non, Joy et ses camarades sont ramené/es en centre de rétention, pour 6 mois, renouvelables tous les 2 mois. Lorsqu'il apprendra cela, l'un d'eux, Mohamed, 25 ans, se suicidera dans sa cellule.

Le 12 avril, après avoir été brinqueballée d'un centre de rétention à l'autre afin de la couper de tout soutien, le dernier en date interdisant l'usage du téléphone portable, Joy doit repasser devant un juge qui décidera si sa rétention doit être prolongée ou pas.

Parce qu'on ne peut pas accepter que Joy et ses milliers de camarades anonymes qu'on appelle « les migrant/es » soient considéré/es et traité/es comme des objets, que ce soit par des proxénètes, des gardiens de centres de rétention et autres prisons ou par un Etat et ses fonctionnaires, merci de faxer et mailer massivement aux représentations diplomatiques italiennes en France votre refus que la rétention de Joy et ses ami/es, enfermés/es depuis 9 mois maintenant soit prolongée.

Pour plus de renseignements sur l'histoire de Joy et ses ami/es voir le site suivant :<http://noinonsiamocomplici.noblogs.org/>

Merci

## ITALIE - Lettre des grévistes de la faim de la via Corelli

13 avril 2010

Chers Italiens,

Nous nous sommes des clandestins. Nous sommes détenus au CIE de la rue Corelli à Milan et nous faisons une grève de la faim depuis le 3 mars parce que les temps de détention pour identifier les personnes sont trop longs.

Vous devez imaginer être enfermé et enfermées pendant 180 jours sans avoir commis aucun délit et sans rien n'avoir à faire pour passer le temps. Mais surtout, nous clandestins sommes condamnés à perpétuité sans appel... Après 180 jours de CIE ils te donnent une feuille pour partir avec cinq jours pour quitter le territoire italien et si au-delà ils t'attrapent dans la rue tu risques la prison ordinaire (de six mois à un an). Mais en cinq jours comment tu fais pour trouver l'argent pour quitter le territoire italien ?

En cette période de grève, la nourriture qu'amène la Sodexo est vraiment dégueulasse ; pour les personnes malades il n'y a pas de soins ; les sanitaires sont toujours sales et bouchés et l'eau des cabinets fuit jusque dans le couloir. Les infirmiers nous traitent mal, de la même façon que les policiers et ceux de la Croix Rouge.

Et puis ils nous disent que nous sommes clandestins et que c'est ça qui nous

caractérise... Ils nous donnent des sédatifs pour rester tranquilles mais la dépression de qui prend ces gouttes est très forte ; il y en a beaucoup qui pleurent, désespérés, parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi ils doivent subir tout cela. Nous sommes des êtres humains mais eux ne pensent pas cela et nous humilient, rien de notre situation, nous frappent.

Nous, nous répondons en continuant à faire la grève de la faim. Jusqu'à maintenant nous l'avons faite à plus de 80 personnes. Actuellement nous nous sommes organisés pour faire une grève de la faim à tour de rôle et nous sommes 34 à le faire : 14 de la section masculine, 10 parmi les femmes et 10 parmi les trans. Chacun de nous a déjà perdu de 5 à 9 kilos. Nous sommes fatigués de cette vie de clandestin. Pendant toute cette grève ils n'ont rien fait... Nous sommes en train de lutter mais seuls et nous avons besoin que les gens sachent ce que l'Etat fait avec nous...

## GRECE – Grève de la faim

*13 avril 2010*

170 personnes en grève de faim au centre de Samos: contre les transferts vers les centres de détention qui se trouvent à la frontière avec la Bulgarie et la Turquie.

On hunger strike are all of the detained migrants in samos detention camp, 170 persons. They stand against the transfers to the detention centers in the land borders with Bulgaria and Turkey which are now taking place 2-3 times per month ...Last transfer was on April 9 with 40 migrants.

Their demands are to be released with the "white paper" (administrative deportation with 30 days tolerance), to be informed about the procedures by translators and to stop the practice of nationality changing which is a new identification procedure mostly done by the frontex officer in the camp.

The local solidarity group which used till now to have access to the detention center went there but the police denied the entrance and they got a an official permanent denial of entrance by the police... They follow the facts, and we will send soon photos and more concrete information.

## GRECE - Manifestation de soutien aux retenus du centre de Samos en grève de la faim

17 avril 2010

photos and video from the demonstration in solidarity with the hunger strikers in samos detention center organized by the local solidarity group (<http://allileggyi-stous-prosfyges.blogspot.com/>)

[http://athens.indymedia.org/front.php3?lang=el&article\\_id=1155785](http://athens.indymedia.org/front.php3?lang=el&article_id=1155785)

## TURQUIE – Appel à manifester contre la détention des étrangers

15 avril 2010

### SECOND “RETURN VISIT” TO THE KUMKAPI FOREIGNERS GUESTHOUSE

The Kumkapı Foreigners Guesthouse is one of the many migrant detention centers in Turkey where the irony of the term “guesthouse” overshadows the reality that migrants in these centers may be imprisoned, without any defined legal conventions, from one month to a year or even more. These people, who are not informed about the causes behind their detention, or about how long they will be confined, are also deprived from exercising their basic rights upheld in national and international documents.

Recently the Ministry of Interior issued a directive under the title “Fighting irregular migration” where it is stated that the Guesthouses will now be renamed as “Return Centers” and that a host of “improvements” will be initiated.

We, as the Migrant Solidarity Network, believe that every person has the right to unconditional freedom of movement and the freedom to live wherever he or she desires. No one should be imprisoned for practicing this right. To bring an end to the atrocities perpetrated in these centers, whether named “Guesthouses” or “Return Centers”, we demand that they all be shut down.

To protest these centers which imprison innocent migrants and to let those captive migrants know that “they are not alone,” we invite everyone to join us on our second “return visit” to the Kumkapı Foreigner “Guesthouse” on Sunday the 18th of April at 2 pm.

Neither Guesthouse, Nor Return Center!

Migration is not a crime!

LIBERE!



## GRANDE-BRETAGNE - Émeutes après le décès d'un détenu kenyan suite à un manque de soin

15 avril 2010

Après le décès d'un retenu kenyan de 40 ans, suite à une probable crise cardiaque, au centre de rétention de Oakington (Cambridge) hier matin, une émeute à éclaté. Les 180 retenus ont manifesté leur colère en détruisant les portes d'une des unités du centre et ont occupé la cour. C'était pour eux une mort évitable. La police anti-émeute est arrivée en renfort ainsi que les équipes de l'administration pénitentiaire « Tornado », des affrontements s'en sont suivis. Les détenus ont menacé de faire une grève de la faim pour protester contre l'absence de soins. Le retenu décédé avait réclamé un médecin et supplié des médicaments auprès des gardes (G4S) qui lui avaient refusé. Oakington est une ancienne base de l'armée anglaise transformée en centre de rétention.

## ITALIE – Rassemblement et luttes dans les camps d'étrangers

16 avril 2010

Le vendredi 16 avril, un rassemblement avait lieu devant le centre d'identification et d'expulsion (CIE) de Bologne. Là-bas, les retenus sont très en colère, depuis longtemps malgré les calmants et autres psychotropes avec lesquels on les gave pour les faire se tenir tranquilles. Ici comme ailleurs les motifs de cette colère, sont nombreux, allant de la privation de liberté jusqu'à la nourriture infâme servie dans le centre par la confrérie de la Miséricordia, l'opérateur qui gèrent les CIE de Bologne et Modane et touche 72 € par jour et par retenu pour ça.

Lors du rassemblement les contacts entre l'intérieur et l'extérieur ont repris, résolument, donnant du courage à chacun/e. Et le soir même les retenu/es ont appelé leurs camarades solidaires à l'extérieur : plusieurs d'entre eux ont décidé d'entrer en grève de la faim, une trentaine d'hommes et une douzaine de femmes.

Lors des contacts téléphoniques établis l'après-midi même ,un retenu avait demandé ce qu'il se passait dans les autres centres, notamment à Rome et à Milan qui depuis 2 mois sont agités par plusieurs mouvements de révoltes et de protestations, allant de l'émeute à la grève de la faim.

Aux prisonniers de Milan a donc été annoncée l'entrée en grève de la faim de leurs compagnons d'infortune de Bologne. Ils ont accueilli la nouvelle avec des hurlements de joie et de lutte. Ils ont dicté à un camarade du comité antiraciste de Milan ce communiqué improvisé :

« Nous voulons que tout le monde sache que la solidarité entre les retenus est toujours forte et présente et nous voulons pouvoir communiquer avec ceux de Bologne. Pour nous qui sommes en grève de la faim depuis un mois et demi il est très important de savoir que la lutte s'élargit et nous accueillons avec beaucoup de chaleur (même si nous sommes enfermés dans ces cages froides) le fait de savoir que des femmes et des hommes luttent ensemble avec nous pour la fermeture de ces camps. Il est important de lutter et de ne pas rester endormi comme ils le veulent eux. Une accolade fraternelle à tous les grévistes de Bologne. »

D'ores et déjà les retenus de Bologne ont pu entendre via les téléphones les cris de luttés et les battements sur les portes, murs et barreaux de ceux de Milan et vice et versa.

A l'extérieur du centre de Bologne la solidarité a commencé à s'organiser, des gens venant notamment porter des jus de fruits aux grévistes.

Hier, samedi, en début de soirée, alors qu'un rassemblement de solidarité avait lieu devant le centre, des colonnes de fumée s'élevaient au-dessus du CIE de Bologne et on entendait les cris des retenus qui se révoltaient à l'intérieur.

Plus tard dans la nuit le calme est revenu et il semble qu'aucun/e des retenu/es ayant participé à la révolte n'ait été arrêté.

Liberté pour tous avec ou sans papiers et surtout sans prisons ni frontières!

## ITALIE – Manifestation au CIE de Brindisi

16 avril 2010

Des 9 migrants amenés au CIE de Brindisi après avoir passé 8 jours enfermés dans un bateau au port de Naples, 6 ont été libérés en tant que mineurs, 3 restent enfermés (le fait que la police leur a notifié, de leur arrivée au port, un ordre de refoulement, avant même qu'ils puissent demander l'asile, provoque l'enfermement immédiat une fois sur le territoire italien, même si ce sont des demandeurs d'asile.)

Une manifestation c'est tenue devant le CIE de Bari le 16 avril ( <http://napoli.indymedia.org/node/12358> ). L'appel à manif a été aussi lancé par le syndicat CGIL ( <http://www.cgil.it/dettagliodocumento.aspx?ID=13558> ). Un sit-in et une action se sont tenus face à l'ambulatorio qui avait décrété, suite au test osseux, que les 3 jeunes du bateau étaient majeurs. Les militants ont affiché un panneau face à la structure médicale "Les médecins soignent, ne déportent pas!" ( <http://napoli.indymedia.org/node/12363> )

C.I.E. RESTINCO (BR) 16 APRILE 2010

SIAMO TUTTI CLANDESTINI! SOLIDARIETA' AD ALEX ZANOTELLI E AGLI ANTIRAZZISTI NAPOLETANI

[http://www.pugliantagonista.it/openarea/restinco\\_apr\\_10.htm](http://www.pugliantagonista.it/openarea/restinco_apr_10.htm)

Questa mattina presso il CIE di Restino (Br) si è tenuta una manifestazione di

solidarietà con i migranti trasferiti l'altro ieri a forza da Napoli presso l'ex CPT brindisino .

Ricordiamo che il trasferimento era avvenuto nonostante la protesta delle associazioni antirazziste napoletane , che denunciavano la minore età dei migranti e che aveva visto coinvolto lo stesso padre Alex Zanotelli nelle successive cariche delle forze dell'ordine contro il blocco dei manifestanti.

Questa mattina alcune decine dello SPI-CGIL, con la presenza della stessa segreteria generale CGIL Michela Almiento, dei COBAS, delle associazioni antirazziste di Brindisi, Mesagne e Lecce, di Rifondazione comunista e di migranti, tra i quali alcuni albanesi da tempo soggiornanti sul territorio brindisino, hanno atteso l'arrivo dell'avvocato Valle giunto da Napoli che, accompagnato dal senatore del PD Salvatore Tomaselli, è entrato nel CIE di Restino per depositare le istanze di richiesta del riconoscimento della minore età dei migranti e quindi di un loro immediato trasferimento in strutture di accoglienza protetta . La manifestazione si è prolungata per alcune ore ed terminata dopo che lo stesso avvocato ha annunciato che ben sei dei nove migranti potranno accedere al riconoscimento della minore età con possibilità di non essere espulsi dal territorio italiano.

Questa prima parziale vittoria lancia ulteriori perplessità sulle motivazioni di tanta durezza da parte delle forze dell'ordine poche decine di ore prima nel capoluogo napoletano. L'avvocato Valle intervistato da Pugliantagonista.it ha detto di non comprendere cosa abbia determinato questo cambio di atteggiamento, visto che sino a quel momento sul problema dei migranti si è riuscito sempre ad avere un rapporto propositivo. Perplessità che portano a pensare che i cambiamenti nell'amministrazioni locali dopo le ultime elezioni stiano dando i primi risultati ...

Siamo tutti clandestini! Lo striscione che ha accomunato i manifestanti è anche un ricordare come gli uomini del nostro SUD hanno vissuto e vivono direttamente il dramma dell'emigrazione e come essa non possa essere strumentalmente utilizzata come arma di discriminazione. Antonietta dell'associazione Huipalas di Mesagne nel suo intervento ha riportato ciò che in nell'ultima telefonata ha testimoniato padre Alex Zanotelli sui fatti avvenuti e il suo ringraziamento per l'iniziativa l'annuncio di una sua prossima visita a Brindisi.

Nell'intervento di Roberto Aprile dei COBAS si è ricordata fra le altre la vicenda attualissima del giornalista Turco dissidente AVNI ER detenuto presso il CIE di Bari Palese che attende di essere espulso dal nostro paese e rinvio in Turchia , nonostante il suo status di perseguitato politico e solo perché il governo turco lo ha inserito nelle sue Black List. L'impegno comune di tutti i manifestanti è quello comunque di mantenere alto sul territorio pugliese il tema del rispetto dei diritti dei migranti come valore universale da difendere.

La redazione brindisina di [www.pugliantagonista.it](http://www.pugliantagonista.it)

Brindisi 16 aprile 2010

foto su : [http://www.pugliantagonista.it/openarea/restinco\\_apr\\_10.htm](http://www.pugliantagonista.it/openarea/restinco_apr_10.htm)